

TARIFS DU TRANSPORT ET CODE DE LA ROUTE

L'Etat engage le dialogue avec les syndicats

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a tenu, vendredi à Alger, une réunion de concertation avec les partenaires sociaux du secteur des transports, dans le cadre de la prise en charge des préoccupations professionnelles exprimées à travers les cadres institutionnels agréés. Cette rencontre a réuni les principales organisations professionnelles et syndicales afin d'examiner les difficultés urgentes liées au fonctionnement du transport terrestre de personnes et de marchandises. P 3



CRÉDITS BANCAIRES POUR LE 1ER SEMESTRE 2026

La BA fixe les plafonds des taux d'intérêt

La Banque d'Algérie a publié une note adressée aux banques et établissements financiers, fixant les plafonds des taux d'intérêt applicables aux crédits pour le premier semestre 2026. Les taux d'intérêt des crédits à la consommation sont ainsi plafonnés à 10,36 % (-0,21 point par rapport au semestre précédent), 7,56 % pour les crédits à court terme (-0,12 point), 6,93 % pour les crédits à moyen terme (-0,06 point) et 6,40 % pour les crédits à long terme (+0,08 point).

P 2

POUR STIMULER L'ENTREPRENEURIAT ET L'INNOVATION

L'université algérienne se dote d'un guichet unique

L'écosystème universitaire algérien franchit une nouvelle étape décisive dans la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation avec la promulgation d'un arrêté interministériel portant création d'un guichet unique dédié au soutien des porteurs de projets au sein des établissements d'enseignement supérieur. Cette mesure, annoncée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, s'inscrit dans une dynamique nationale visant à rapprocher l'université du monde économique et à valoriser le potentiel créatif des étudiants et des chercheurs.

P 5

AJUSTEMENT DES PRIX DES CARBURANTS

Les clarifications du ministère des Hydrocarbures

Entré en vigueur le 1er janvier 2026, l'ajustement des prix des carburants s'inscrit dans une démarche visant à garantir la continuité de l'approvisionnement du marché national et à faire face à la hausse des coûts de production et de distribution.

P 3

ADRAR

**Perspectives agricoles
prometteuses pour relever
le défi de la sécurité
alimentaire** P 2

PRÉSERVATION DE L'ÉTAT SOCIAL

**L'impératif d'une économie
productive** P 5

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

**Des progrès significatifs
en 2025** P 5

STELLANTIS EL DJAZAÏR
**Signature
d'un accord
de partenariat avec
un producteur local
de filtres**

Par R E.

La société Stellantis El Djazaïr a signé un accord avec le producteur local de filtres, Dedax, pour la fourniture de son réseau après-vente Eurorepar (filiale de Stellantis), a-t-elle indiqué mardi dernier dans un communiqué. Cet accord qui s'inscrit dans «la continuité de sa stratégie de développement de l'écosystème automobile national et du renforcement de l'intégration locale», porte sur la fabrication en Algérie par Dedax, d'une gamme complète de filtres à air, à huile, à carburant et d'habitacle, destinés au réseau après-vente de Stellantis El Djazaïr, précise la même source. A travers cet accord, «Stellantis El Djazaïr réaffirme son engagement en faveur de la localisation des pièces et consommables automobiles, en s'appuyant sur des acteurs industriels algériens capables de répondre aux standards internationaux», souligne-t-elle dans son communiqué.

CAMPAGNE NATIONALE
CONTRE LA POLIOMYÉLITE
**Plus de 3,8 millions
d'enfants vaccinés
au cours de la
deuxième phase**

Par R E.

Plus de 3,8 millions d'enfants ont été vaccinés au cours de la deuxième phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, menée du 21 au 30 décembre 2025, a annoncé, samedi dans un communiqué, le ministère de la Santé. "Au cours de la deuxième phase de la campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite, menée du 21 au 30 décembre 2025, un total de 3.838.881 enfants, âgés de deux (2) mois à cinq (5) ans, ont été vaccinés à travers l'ensemble des wilayas du pays, soit un taux de couverture de 96%, ce qui reflète l'efficacité de la stratégie nationale adoptée en matière de prévention sanitaire et sa conformité aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)", précise la même source. Le ministère a réitéré "ses sincères remerciements et son estime aux professionnels de la santé, aux différents secteurs ministériels concernés, aux partenaires, à la corporation médiatique, à la société civile, ainsi qu'aux parents pour leur contribution efficace et leur mobilisation continue au succès de cette phase de la campagne". Il a également rappelé aux parents "la nécessité de veiller à la vaccination de leurs enfants au cours de la troisième phase de la campagne, prévue du 25 au 31 janvier en cours, afin de protéger la santé des enfants".

CRÉDITS BANCAIRES POUR LE 1ER SEMESTRE 2026

La BA fixe les plafonds des taux d'intérêt

La Banque d'Algérie a publié une note adressée aux banques et établissements financiers, fixant les plafonds des taux d'intérêt applicables aux crédits pour le premier semestre 2026.

Synthèse Selma R.

Les taux d'intérêt des crédits à la consommation sont ainsi plafonnés à 10,36 % (-0,21 point par rapport au semestre précédent), 7,56 % pour les crédits à court terme (-0,12 point), 6,93 % pour les crédits à moyen terme (-0,06 point) et 6,40 % pour les crédits à long terme (+0,08 point). Pour les crédits destinés au financement de l'habitat, le seuil des taux jugés excessifs a été fixé à 7,55 % (+0,01 point), tandis que celui du leasing s'établit à 11,01 % (-0,38 point). Le plafond des découverts bancaires a été arrêté à 8,26 %, soit une baisse de 0,40 point par rapport au deuxième semestre 2025. Ces plafonds, renouvelables chaque semestre, sont calculés sur la base du taux effectif moyen pratiqué par les banques

pour des opérations similaires au semestre précédent, majoré de 10 %, conformément à l'instruction de la Banque d'Algérie publiée en 2016 et modifiée en 2021. À travers cette mesure, la Banque d'Algérie entend protéger les consommateurs de services financiers contre toute surfacturation ou dérive excessive des taux appliqués aux différentes catégories de crédits. Il est à rappeler que le Conseil monétaire et bancaire de la Banque d'Algérie avait, fin août dernier, procédé à un double ajustement à la baisse : le taux directeur est passé de 3 % à 2,75 % et le taux des réserves obligatoires de 3 % à 2 %. Ces mesures d'assouplissement monétaire interviennent dans un contexte de décélération sensible de l'inflation annuelle et de croissance économique jugée vigoureuse, notamment hors hydrocarbures, avec pour objectif d'accroître la capacité du système bancaire à financer l'économie. Dans son

dernier rapport annuel publié en septembre, la Banque d'Algérie a souligné que les indicateurs très favorables de capitalisation, de liquidité et de rentabilité du système bancaire national « plaident pour une plus grande intermédiation du secteur, notamment par un financement accru de l'économie et une offre de services mieux adaptée aux besoins des agents économiques ». Le rapport note également que le niveau élevé du ratio de solvabilité traduit « une aversion excessive des banques au risque et un potentiel pour augmenter considérablement leur activité de crédit ». Avec des fonds propres supérieurs au minimum requis, les banques locales disposent d'une marge de manœuvre importante pour réduire leur aversion au risque et augmenter l'encours des crédits. L'encours global des crédits bancaires a ainsi enregistré une croissance de 5,3 % en 2024.

ADRAR

Perspectives agricoles prometteuses pour relever le défi de la sécurité alimentaire

Par R E.

La wilaya d'Adrar dispose d'importantes potentialités agricoles, qui lui ont permis d'attirer, ces dernières années, de grands investissements publics, privés et étrangers, susceptibles de contribuer à relever le défi de la sécurité alimentaire. Ce constat s'explique par plusieurs facteurs favorables, notamment la disponibilité des ressources hydriques et de vastes étendues de terres propices à la mise en valeur, associées à un climat adaptés aux cultures stratégiques, au premier rang desquelles figurent les céréales, ont indiqué des responsables de la direction locale des Services agricoles (DSA). Aussi, le soutien de l'Etat à l'investissement agricole, via des prêts bonifiés et du guichet-unique qu'abrite la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya, afin de simplifier les procédures administratives au profit des agriculteurs et porteurs de projets désireux d'investir. S'ajoutent à cela l'électrification agricole, l'ouverture de pistes d'accès aux exploitations, la fourniture de semences et d'engrais, ainsi que les actions de vulgarisation et d'accompagnement technique assurées par les institutions spécialisées.

La wilaya d'Adrar compte plusieurs pôles agricoles, dont "Hmadet El-Raya" dans la commune de Sebaa, "Satah Baamour" (Fenoughil), "Oued El-Zine-1" et "Oued El-Zine-2" (Tamantit), "Satah Azzi" (Zaouiet Kounta), "Ain El-Fath" (Inzegmir), ainsi que le pôle de la commune de Tamekten dans la daïra d'Aoulef, à l'est de la wilaya, a indiqué le chef du service des statistiques et des comptes économiques à la DSA, Mohamed-Salah Touhami. Pour faciliter l'accès au foncier agricole, des plateformes numériques ont été créées par l'Office national des terres agricoles (ONTA) et l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), a-t-il ajouté. Les avantages offerts par le secteur de l'agriculture ont incité de nombreux investisseurs, dont des sociétés publiques, à prendre part au programme d'investissement dans les cultures stratégiques, à l'instar des groupes Sonatrach, Cosider et Agrodif. D'autres projets, fruit de partenariats algéro-turc "Dunaysir" et algéro-qatari "Baladna" pour la production de céréales, de fourrage, de lait en poudre, entre autres, figurent également parmi les grands investissements agricoles à Adrar. Le raccordement des périmètres agri-

coles au réseau d'électricité a contribué à une augmentation continue des surfaces cultivées en cultures stratégiques sous pivots, ainsi qu'à une hausse des quantités produites et des rendements d'une saison à l'autre. Pour renforcer les capacités de stockage des céréales, deux silos d'une capacité respective d'un (1) million et de 100.000 quintaux (qx), et 11 centres de proximité de stockage de 50.000 qx chacun, sont en cours de réalisation dans la wilaya. S'agissant du développement de la production de maïs grain destinés au fourrage, les travaux de réalisation d'un complexe de stockage relevant de l'Office national des aliments du bétail et de l'aviculture (ONAB) et d'une unité de transformation d'aliments pour bétail sont actuellement en cours. D'une capacité de stockage de 130.000 tonnes, composée de silos (90.000 tonnes) et de deux entrepôts (20.000 tonnes chacun), cette future infrastructure permettra de mettre fin à l'acheminement de matières premières vers des unités de production situées en dehors de la wilaya, a souligné le responsable de la filière maïs, Othmane Belaïd. Dans cette wilaya du sud-ouest du pays, le blé dur demeure la principale culture stratégique, talonnée par le maïs-grain qui attire désormais une forte attention des investisseurs.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

TARIFS DU TRANSPORT ET CODE DE LA ROUTE

L'Etat engage le dialogue avec les syndicats

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a tenu, vendredi à Alger, une réunion de concertation avec les partenaires sociaux du secteur des transports, dans le cadre de la prise en charge des préoccupations professionnelles exprimées à travers les cadres institutionnels agréés. Cette rencontre a réuni les principales organisations professionnelles et syndicales afin d'examiner les difficultés urgentes liées au fonctionnement du transport terrestre de personnes et de marchandises.

Par Adem A.

Chargé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, le secrétaire général du ministère a présidé cette réunion en présence du chef de Cabinet et du directeur général de la mobilité et de la logistique. Les échanges ont associé les représentants de l'Organisation nationale des transporteurs algériens(ONTA), de l'Union nationale algérienne des transporteurs(UNAT), de l'Union générale des commerçants et artisans algériens(UGCAA), de l'Union générale des travailleurs algériens(UGTA) ainsi que du Syndicat national des taxieurs et transporteurs (SNTT-UGTA). Les discussions ont permis d'aborder plusieurs dossiers sensibles, notamment le projet de code de la route, au sujet duquel le ministère a tenu à préciser qu'il demeure en cours d'examen dans le cadre du processus législatif en vigueur et qu'il reste ouvert à l'enrichissement à la lumière des propositions formulées par les professionnels du secteur. La question des tarifs de transport s'est imposée comme l'un des principaux points de convergence des échanges. Les autorités

ont réaffirmé que ce dossier sera traité en tenant compte du caractère social du service public, tout en veillant à préserver le pouvoir d'achat des citoyens et à assurer la viabilité économique des opérateurs. Dans ce contexte, la Société d'exploitation et de gestion des gares routières (SOGRAL) a annoncé, dans un communiqué, la tenue d'une nouvelle réunion de concertation prévue pour mardi prochain. Cette rencontre sera consacrée à l'examen du dossier de la révision des tarifs du transport public, tous modes confondus, qu'il s'agisse du transport urbain, interwilayas ou du transport de marchandises. La SOGRAL a précisé que toute décision sera prise de manière réfléchie, après l'achèvement des consultations, et qu'elle fera l'objet d'une annonce officielle, dans le souci de maintenir un équilibre entre la capacité financière des citoyens et la continuité et la qualité du service public. De son côté, le Syndicat national des transporteurs par taxi a fait état, dans un communiqué, des conclusions de la réunion qu'il a tenu le même jour avec le secrétaire général du ministère. Le syndicat a indiqué que cette rencontre s'est déroulée dans un climat de dialogue responsa-

ble, dans un contexte marqué par la multiplication des annonces de grèves et de mouvements de protestation émanant des chauffeurs de taxi, des transporteurs et des opérateurs du transport de marchandises. Selon le SNTT, les discussions ont abouti, avec l'aval des hautes autorités du pays, notamment le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et le Premier ministre, à plusieurs engagements majeurs. Ceux-ci portent notamment sur l'augmentation officielle des tarifs de transport, la révision du code de la route afin de prendre en considération les spécificités et les revendications des professionnels du secteur, ainsi que le renforcement du soutien au transport à travers des mesures d'accompagnement destinées à améliorer les conditions socio-professionnelles des acteurs concernés. À la lumière de ces engagements, le syndicat a appelé l'ensemble de ses adhérents à reprendre le travail, à faire preuve de responsabilité et à contribuer au bon déroulement de la rentrée scolaire, en plaçant l'intérêt national au-dessus de toute autre considération.

LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE EN 2025

Une présence régionale et internationale forte et efficace

Par R N.

La diplomatie algérienne a retrouvé, durant l'année 2025, tout son éclat en intensifiant son action avec une présence régionale et internationale forte et efficace, toute en demeurant attachée aux principes de bon voisinage, à la non ingérence dans les affaires intérieures des pays, et au respect du droit international et des droits des peuples opprimés à la tête desquels les peuples palestinien et sahraoui. Sous la conduite éclairée du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie a accordé une grande importance à ses relations avec ses voisins, à travers une diplomatie basée sur les principes de bon voisinage et de respect mutuel, partant de la conviction que sa sécurité est intrinsèquement liée à la stabilité de son espace régional. L'Algérie a, durant l'année qui s'achève, œuvré à consolider la coopération sécuritaire et économique, et à intensifier les consultations politiques pour relever les défis communs, dans un esprit de confiance et de partenariat équilibré, sans interférer dans les affaires intérieures des pays, tout en veillant à jouer le rôle de médiateur dans la résolution des conflits régionaux.

La diplomatie algérienne, qui a retrouvé son aura, a également incarné son attachement aux principes de la légitimité internationale durant le mandat de l'Algérie au Conseil de sécurité (2024/2025) en tant que membre non permanent, à travers une position équilibrée et efficace fondée sur le respect de la Charte des Nations unies. Partant de ce principe, l'Algérie a continué de soutenir les causes arabes à la tête desquelles figure la cause palestinienne, se faisant un de ses fervents défenseurs dans les foras régionaux et internationaux, réitérant sa position inébranlable : la Palestine n'est pas une question de solidarité éphémère, mais une question de décolonisation qui nécessite une position internationale ferme pour mettre fin à l'occupation sioniste et permettre au peuple palestinien d'établir son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale. Durant son mandat au sein du Conseil de sécurité, l'Algérie a fortement défendu les positions de principe appelant à cesser l'agression sioniste à Ghaza et intensifié la coordination diplomatique pour unifier les rangs, considérant que le soutien à la Palestine est une des bases de sa politique étrangère et une partie de son engagement historique à lutter contre l'injustice où qu'elle soit et

d'où qu'elle vienne. C'est dans cet esprit, que le président de la République a affirmé, lors de sa rencontre périodique avec les médias nationaux en septembre dernier, que le combat de l'Algérie en faveur de la Palestine a été de tout temps pour l'établissement de l'Etat palestinien avec ses frontières de 1967 et El Qods pour capitale. En défendant les causes arabes, l'Algérie a présenté des plaidoiries soutenues au sein du Conseil de sécurité. Maniant un discours équilibré et responsable, elle a pu porter les voix des pays arabes au sein du Conseil et marquer leur présence dans l'agenda de l'organe onusien. Toujours dans le cadre de son soutien aux causes des peuples sous occupation, la diplomatie algérienne a poursuivi ses efforts, en 2025, sous l'égide des Nations unies, en vue de trouver une solution politique juste, durable et définitive au conflit au Sahara occidental. De plus, l'Algérie poursuit son plaidoyer en faveur des questions sécuritaires majeures du continent africain et des mécanismes adéquats et efficaces pour faire face aux menaces pesant sur ses peuples, à travers la promotion du principe des "solutions africaines aux problèmes africains".

AJUSTEMENT DES PRIX DES CARBURANTS

Les clarifications du ministère des Hydrocarbures

Par M. A.

Entré en vigueur le 1er janvier 2026, l'ajustement des prix des carburants s'inscrit dans une démarche visant à garantir la continuité de l'approvisionnement du marché national et à faire face à la hausse des coûts de production et de distribution. C'est ce qu'a affirmé le ministère des Hydrocarbures et des Mines dans un communiqué publié vendredi, soulignant que l'État continue de supporter une part importante de l'écart entre le coût réel du produit et le prix pratiqué à la pompe. Selon les précisions apportées par le ministère, cette révision tarifaire, opérée conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur, concerne l'ensemble des carburants. Le prix de l'essence a ainsi été porté à 47 dinars le litre contre 45,62 dinars auparavant, tandis que le gasoil passe de 29,01 dinars à 31 dinars le litre. Le GPL carburant connaît, pour sa part, un ajustement plus marqué, avec un prix fixé désormais à 12 dinars le litre contre 9 dinars précédemment. Les autorités insistent toutefois sur le fait que cette hausse reste limitée et ne reflète toujours pas le coût réel du carburant, lequel englobe l'extraction, le raffinage, le transport et la distribution. Le Trésor public, précise le ministère, continue de prendre en charge la majeure partie du prix final afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et de soutenir les activités économiques. Dans ce contexte, le GPL carburant, commercialisé sous l'appellation « Sirghaz », demeure le carburant le plus économique en Algérie. Son prix reste environ quatre fois inférieur à celui de l'essence, confirmant, selon le ministère, la volonté de l'État de promouvoir une alternative à la fois écologique et moins coûteuse pour les automobilistes. L'objectif principal de cet ajustement est également d'assurer la pérennité des entreprises de raffinage et de distribution, en leur permettant de maintenir le fonctionnement normal des installations et de garantir la disponibilité du carburant sur l'ensemble du territoire national. Cette mesure vise ainsi à prévenir toute perturbation future de l'approvisionnement. Les recettes générées par cette révision tarifaire seront orientées vers des investissements destinés à moderniser les stations-service, à étendre le réseau de distribution pour le rapprocher davantage des citoyens, ainsi qu'à renforcer les capacités de stockage et de distribution. Le ministère affirme, enfin, que cette approche cherche à établir un équilibre entre la continuité et la qualité du service public dans le secteur des carburants et la protection des consommateurs, rappelant que les prix n'avaient pas évolué depuis 2020 et qu'ils demeurent parmi les plus bas et les plus stables à l'échelle internationale. Par ailleurs, l'Union nationale des travailleurs des stations-service et des carburants a annoncé l'obtention d'un nouvel acquis professionnel, à savoir l'augmentation de la marge bénéficiaire des stations-service et des points de distribution de carburants, après plusieurs années d'efforts et de revendications professionnelles, dans le cadre de consultations avec les autorités. Le syndicat a précisé que cette décision consacre les efforts visant à améliorer les conditions des professionnels du secteur, garantissant ainsi la stabilité de l'activité et la continuité du service public au profit des citoyens.

MATIÈRES PREMIÈRES

L'argent et le cuivre en forte hausse, le sucre recule

Les cours de l'argent et du cuivre ont subi une forte volatilité cette semaine, en atteignant de nouveaux records encouragés notamment par la demande enregistré durant la fin du mois de décembre dernier. L'once d'argent s'échangeait, vendredi, à 74,0193 dollars, contre 79,2708 dollars sept jours plus tôt à la clôture, alors que la tonne de cuivre a atteint en début de semaine, à 12.960 dollars, en raison d'une demande en hausse et des anticipations de droits de douane à venir aux Etats-Unis. L'argent est perçu comme une option alternative à l'or en tant que valeur refuge et sa demande industrielle est attendue en forte augmentation ces prochaines années pour le photovoltaïque, les véhicules électriques et les centres de données utilisés par le secteur de l'intelligence artificielle. En 2025, le cours du métal précieux a gagné plus de 150%, une performance extraordinaire dépassant même largement celle très remarquée de l'or, dont le cours a bondi d'environ 65% sur l'année. Le cuivre, fortement utilisé dans l'industrie pour la confection de circuits électriques, a vu aussi son prix augmenté vendredi, une tonne coûtait 12.500 dollars sur le LME, contre 12.162,50 dollars lors de la clôture de la semaine dernière. Quant cours du sucre, ils ont accusé une baisse cette semaine, dans un marché plombé par un surplus d'offre. Vendredi, à New York, la livre de sucre brut pour livraison en mars valait 14,71 cents, contre 15,17 cents sept jours auparavant. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison le même mois valait 420,40 dollars contre 435,20 dollars le vendredi précédent à la clôture.

MONNAIES

Le dollar stable face aux autres devises

Le marché des changes était sans grand mouvement vendredi, le dollar était stable, alors que l'euro débute l'année en léger repli. Durant les séances de fin d'après-midi, le dollar évoluait dans un marché calme à l'issue des fêtes de fin d'année et sans catalyseur notable. Quant à la monnaie unique européenne, elle perdait 0,17% par

rapport au billet vert, à 1,1727 dollar pour un euro, et 0,05% contre la devise britannique, à 87,13 pence pour un euro. La publication vendredi des indices d'activité économique PMI pour l'industrie en décembre "a fourni aux acteurs du marché des informations actualisées sur l'état" de l'économie de plusieurs pays européens, ont expliqué des experts.

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	319,00	330,00	+3,45	1,35	-21,37	5,82	10,61	5000	1 650 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	NC	0,00	0,00	-0,86	9,00	5,56	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,69	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,02	1,63	10,97	5,43	9643	22 178 900,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	-0,06	-8,60	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,74	4,62	3,97	5,00	0	0,00

SALON NATIONAL DES SERVICES ALGÉRIENS À EXPORTER

Constantine abrite à partir de lundi la 1^{ère} édition

Le Complexe culturel Ahmed-Bey "Zénith" à Constantine abritera du 5 au 8 janvier prochain la 1ère édition du Salon national des services algériens à exporter, avec une large participation d'opérateurs économiques nationaux acti- vant dans divers segments des services, a- t-on appris auprès des organisateurs. Ce rendez-vous économique est organisé à l'initiative du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exporta- tions, en coordination avec la wilaya de Constantine, dans l'objectif de mettre en exergue les capacités nationales dans le domaine de l'exportation des services et de renforcer la position de l'Algérie dans ce secteur stratégique aux niveaux territo- rial et international, selon la même source. Baptisé "Algeria Export Fair", le Salon re- groupera des opérateurs et des entreprises

activant dans plusieurs segments des ser- vices, notamment les services numé- riques, de conseil, d'ingénierie, logis- tiques, de santé, éducatifs et touristiques, constituant ainsi un espace professionnel dédié à la présentation d'expériences réus- sies de compétences algériennes, à l'échange d'expertises et à l'examen des op- portunités de partenariat et de coopéra- tion entre les différents acteurs, a indiqué à l'APS le directeur du Commerce de la wilaya de Constantine, M. Nadjim Beld- jena. Il a ajouté que cet événement s'inscrit dans la stratégie de diversification des ex- portations hors hydrocarbures, à travers l'encouragement de l'exportation de ser- vices à forte valeur ajoutée et l'ouverture de nouvelles perspectives aux opérateurs économiques pour l'accès aux marchés ex- térieurs.

M. Beldjena a également souligné que le choix de Constantine pour abriter cette manifestation économique nationale s'ex- plique principalement par le potentiel en ressources humaines dont dispose la wi- laya et par son rôle croissant dans le sou- tien de la dynamique économique ainsi que dans la promotion de l'investissement et de l'exportation. Le programme du Salon devrait compren- dre, selon le même responsable, des ren- contres professionnelles, des ateliers de travail ainsi que des conférences spéciali- sées mettant en lumière les cadres régle- mentaires et les opportunités offertes dans le domaine de l'exportation des services, en plus de la présentation d'expériences réussies d'entreprises algériennes ayant réussi à s'imposer sur les marchés interna- tionaux.

SALON INTERNATIONAL DES ÉQUIPEMENTS HÔTELIERS ET DE LA RESTAURATION

Près de 70 exposants attendus à Oran

La ville d'Oran accueillera la première édition du Salon international des équi- pements hôteliers, de la restauration et des services (Hostex Expo), qui se tiendra du 21 au 24 janvier prochain au Centre des conventions "Mohamed Be- nahmed", a-t-on appris, mercredi, des orga- nismes. Ce salon, organisé sous le patronage de la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, verra la participation d'environ 70 exposants acti- vant dans les domaines de l'industrie hôte- lière, de la restauration et des équipements, ainsi que de professionnels spécialisés dans le design hôtelier, les services de bien-être et de "SPA", les arts culinaires et l'hospitalité, a déclaré, à l'APS, M. Nou- reddine Abderrahmane, responsable de pro- duction au sein de la société "SARL Mode Event", basée à Alger et organisatrice de cette manifestation. Ce salon vise à présenter les dernières in- novations dans le domaine de l'industrie hô- telière et de la restauration, notamment en matière d'équipements, de services, de technologies et de solutions numériques,

tout en valorisant les compétences algé- riennes dans ce secteur, en particulier dans les arts culinaires, le design hôtelier et les services liés au tourisme d'affaires et aux salons. Il ambitionne également d'encourager les partenariats entre les secteurs public et privé afin de renforcer l'industrie hôtelière en Algérie, selon la même source. Ce rendez-vous économique a aussi pour

objectif d'offrir un espace d'échange et de formation à travers des conférences, des ateliers de type "master class", des rencon- tres bilatérales, ainsi que des concours dans les arts culinaires, tous programmés dans le cadre du Salon international des équipe- ments hôteliers, de la restauration et des services, conclut-on.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 31 ديسمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 31 Décembre 2025

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
DA / Kg		دج / كلف			
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	69	78	61	البطاطا
	Tomate	107	126	89	الطماطم
	Oignon sec	64	72	55	البصل الجاف
	Ail sec	755	821	689	الثوم الجاف
	Carotte	83	93	73	الجزر
	Navet	100	113	86	اللفت
	Choux fleur	81	92	71	قرنبيط
	Choux	86	97	74	الكرنب
	Courgette	176	192	160	الكوسة
	Haricot vert	339	366	312	الفاصولياء الخضراء
Laitue	141	153	129	الخس	
Fruits frais	Clémentine	182	214	150	كليمونتين
	Orange	162	193	131	البرتقال
	Citron	148	170	125	الليمون
	Pomme locale	372	454	289	التفاح المحلي
	Datte	485	603	368	التمر
	Banane	473	488	458	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1900	2054	1746	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	335	348	322	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

POUR STIMULER L'ENTREPRENEURIAT ET L'INNOVATION

L'université algérienne se dote d'un guichet unique

L'écosystème universitaire algérien franchit une nouvelle étape décisive dans la promotion de l'entrepreneuriat et de l'innovation avec la promulgation d'un arrêté interministériel portant création d'un guichet unique dédié au soutien des porteurs de projets au sein des établissements d'enseignement supérieur. Cette mesure, annoncée par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, s'inscrit dans une dynamique nationale visant à rapprocher l'université du monde économique et à valoriser le potentiel créatif des étudiants et des chercheurs.

Par Réda Hadi

Selon les explications fournies par le conseiller du ministre chargé des médias numériques et de l'information statistique, Abdeldjebbar Daoudi, ce nouvel arrêté prévoit la mise en place d'un guichet unique au niveau de chaque établissement d'enseignement supérieur, avec la possibilité de l'étendre à un ensemble d'universités regroupées en pôles universitaires. Cette approche vise à renforcer l'efficacité de l'accompagnement, à améliorer la coordination intersectorielle et à offrir un cadre unifié aux porteurs de projets. Le guichet unique se présente avant tout comme un point de contact centralisé au sein de l'université. Il a pour mission d'orienter, d'accompagner et de conseiller les étudiants porteurs de projets, qu'ils soient encore en formation ou déjà diplômés, mais également les enseignants-chercheurs, les chercheurs permanents et les enseignants hospitalo-universitaires. L'objectif est clair : faciliter la création d'entreprises économiques issues du milieu universitaire tout en simplifiant les procédures administratives, souvent perçues comme un frein à l'initiative entrepreneuriale. L'un des principaux avantages de ce dispositif réside dans la réduction significative des délais et des démarches. En regroupant, au

sein d'un même espace, plusieurs ministères et organismes clés – notamment ceux de l'Enseignement supérieur, de l'Intérieur, des Finances, du Commerce intérieur, de l'Économie de la connaissance et du Travail, ainsi que l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) – le guichet unique permet aux porteurs de projets de bénéficier d'un accompagnement intégré et cohérent. Cette synergie institutionnelle met fin à la dispersion des procédures et offre une meilleure lisibilité du parcours entrepreneurial. Autre atout majeur : le guichet unique joue un rôle actif dans l'orientation stratégique des projets innovants. Les ministères et organismes concernés sont appelés à œuvrer conjointement pour guider les porteurs de projets, faciliter leur implantation dans les centres d'innovation récemment créés dans les wilayas pilotes et assurer un suivi personnalisé. Cette proximité favorise l'émergence de projets à fort impact économique et social, adaptés aux besoins locaux et nationaux. Sur le plan numérique, l'arrêté interministériel introduit des avancées notables. Il prévoit notamment la connexion de la plateforme numérique du guichet unique au numéro d'identification national, conformément au cadre légal en vigueur. Cette interconnexion garantit une meilleure traçabilité

des dossiers, une sécurisation des données et un accès simplifié aux services administratifs. Elle permet également de recenser de manière structurée les besoins et préoccupations susceptibles de donner lieu au développement de solutions intelligentes, qu'il s'agisse de moderniser la gestion du service public local ou de soutenir des projets contribuant au développement socio-économique. Les établissements d'enseignement supérieur assurent, par ailleurs, le secrétariat du guichet unique. À ce titre, ils sont chargés de la réception et de l'étude des dossiers de création d'entreprises, de l'organisation des réunions, de la notification des décisions et de l'élaboration de rapports périodiques. La mise en place d'une plateforme électronique interactive et l'évaluation régulière des activités du guichet renforcent la transparence et l'efficacité du dispositif. En définitive, la création du guichet unique universitaire constitue un levier stratégique pour dynamiser l'entrepreneuriat académique, encourager l'innovation et transformer les idées issues des campus en projets économiques viables. En rapprochant l'université des institutions publiques et du tissu économique, ce dispositif contribue à bâtir une économie fondée sur le savoir, l'innovation et la valeur ajoutée, au service du développement durable du pays.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Des progrès significatifs en 2025

Par S R.

En 2025, l'Algérie a poursuivi avec détermination la mise en œuvre d'une transformation numérique globale, conformément aux instructions strictes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté sur la nécessité de généraliser la numérisation dans le cadre d'une vision stratégique globale traduisant la volonté de l'État de renforcer la transparence dans la gestion et d'éradiquer toutes les formes de corruption et de bureaucratie. Le Président de la République a fait de cette question une priorité majeure pour améliorer la transparence et l'efficacité administrative, en donnant des directives fermes pour achever le processus de généralisation de la numérisation. Il a souligné que l'usage généralisé du numérique « est désormais une nécessité incontournable » et que « l'intégration de tous les secteurs n'est pas une option », rejetant toute justification pouvant expliquer un retard dans cette démarche. Dans ce contexte, la Haut-commissaire à la numérisation avec rang de ministre, Mme Meriem Benmouloud, a mis en avant « l'importance capitale que le Président de la République accorde au dossier de la numérisation et son suivi personnel de son avancement », traduisant ainsi « la volonté politique forte de la plus haute autorité du pays pour réaliser une transformation numé-

rique globale en Algérie ». Dans cette approche globale, Mme Benmouloud avait présenté en mai dernier le contenu de la Stratégie nationale de transformation numérique à l'horizon 2030, première référence nationale encadrant la mise en œuvre de cette transformation. Cette stratégie repose sur cinq axes principaux : l'infrastructure de base des technologies de l'information et de la communication, le capital humain et la formation, la gouvernance numérique, ainsi que l'économie et la société numériques. Elle s'appuie également sur deux piliers fondamentaux : le premier concerne l'aspect juridique et réglementaire structurant le domaine de la numérisation, actuellement en cours de préparation sous la forme d'un projet de loi sur la numérisation ; le second porte sur la sécurité numérique, incluant la protection des données et des systèmes contre les cybermenaces. Compte tenu du lien entre transformation numérique, souveraineté et cybersécurité, le Président de la République a décidé de créer un dispositif national pour la sécurité des systèmes d'information, comprenant le Conseil national de la sécurité des systèmes d'information et l'Agence de sécurité des systèmes d'information. Le Haut-commissariat à la numérisation travaille également à la mise en service d'un système national d'information, composé de la base de données nationale et du système national d'interopérabilité, afin

d'assurer la connexion entre les différentes administrations et institutions publiques. Par ailleurs, un système national de facilitation de la prise de décision est en cours de préparation, destiné à fournir des données fiables, mises à jour et structurées, permettant aux décideurs de concevoir et de suivre les politiques publiques. Dans ce cadre, Mme Meriem Benmouloud a indiqué que 46 opérations de raccordement à la fibre optique longue distance ont été réalisées au profit des administrations et institutions publiques, garantissant la transmission des données vers la base nationale. L'année 2025 a également été marquée par la signature de plusieurs accords de coopération entre différents secteurs et institutions actives dans le domaine de la numérisation et de la transparence, notamment entre la Haute Autorité à la Transformation numérique et la Haute Autorité de Transparence, de Prévention et de Lutte contre la Corruption, afin de renforcer les capacités nationales dans la lutte contre la corruption et la promotion de la bonne gouvernance. Dans le cadre de la finalisation de l'organisation complète du Haut-commissariat à la numérisation, lancée en 2023, une Commission scientifique et technique a été installée en octobre, chargée de contribuer à l'orientation des politiques numériques nationales.

PRÉSERVATION DE L'ÉTAT SOCIAL L'impératif d'une économie productive

Par M. A.

L'Algérie réaffirme sans cesse son attachement à l'État social, un principe profondément ancré dans son histoire politique depuis 1954. Cependant, au-delà des intentions, une réalité économique s'impose : la solidarité nationale ne peut durablement reposer que sur une économie performante, soulevant ainsi la question du maintien du niveau de protection sociale sans une productivité industrielle capable de le financer. Ce constat est partagé par les experts et les partenaires sociaux. Le modèle de consommation actuel, largement soutenu par les transferts sociaux, dépasse les capacités de production nationale. Pour Amar Takdjout, Secrétaire général de l'UGTA, il est temps de passer d'une logique de consommation passive à une logique de création de richesse. « On ne peut pas demander à l'État de continuer à distribuer sans que nous, en tant qu'appareil de production, ne produisions la contrepartie en termes de valeur ajoutée », a-t-il souligné lors de son intervention à la « Chaîne III » de la radio nationale. Le dilemme est clair : l'État social reste une constante, mais sa pérennité repose sur une équation simple : « Produire plus pour protéger mieux ». Or, avec une productivité industrielle parfois trois fois inférieure aux standards mondiaux, le déséquilibre budgétaire menace la cohésion sociale sur le long terme. La performance ne se limite pas à la vitesse de production ; elle repose également sur le taux d'intégration nationale. Importer pour consommer « social » constitue un non-sens économique. L'objectif de passer de 30 % à 50 % d'intégration nationale représente le véritable levier de souveraineté. Le Pr Rachid Belhadj, Président du SNECHU, a rappelé que cette performance doit toucher les secteurs stratégiques comme la santé et l'enseignement supérieur. Pour lui, l'État social ne doit pas se résumer à l'assistanat, mais s'incarner dans l'investissement humain. « L'État social, c'est aussi la qualité du service public. Et la qualité exige rigueur, formation et évaluation constante des performances », a-t-il affirmé à la « Chaîne III ». Un autre point fort du débat est la volonté de rompre avec la gestion de crise. Le passage de la « réaction », subir les chocs pétroliers ou les pénuries à l'« action », planifier la croissance, est jugé impératif. Le SG de l'UGTA a insisté sur ce changement de paradigme : « La réaction, c'est basta ! Il faut être dans l'action, dans l'anticipation. On ne peut plus gérer l'économie au jour le jour si l'on veut garantir l'avenir des prochaines générations ». Pour que la performance industrielle devienne le véritable bouclier de l'État social, deux verrous structurels doivent être levés dans le cadre d'une approche globale de réforme. Le premier défi concerne le financement bancaire, le secteur actuel ne couvrant qu'une part limitée des besoins d'investissement productif, privant ainsi l'industrie de l'oxygène financier nécessaire à son développement et à sa modernisation technologique. En parallèle, un changement profond de la culture d'entreprise est indispensable pour réconcilier durablement le travailleur avec la notion de productivité. La performance ne doit plus être perçue comme une contrainte, mais comme la seule garantie capable de pérenniser les acquis sociaux et d'assurer la survie du modèle de solidarité nationale.

TIARET

Relogement prochain de plus de 80 familles résidant dans de vieilles bâtisses à Sougueur

Plus de 88 familles résidant dans de vieilles bâtisses dans la ville de Sougueur (wilaya de Tiaret) seront relogées, dans les prochains jours, dans de nouveaux logements, a annoncé le wali Ali Bouguerra. Les familles concernées seront relogées dans une cité de 150 logements publics locatifs, a-t-il précisé, ajoutant que le reste des logements seront distribués à leurs bénéficiaires. Une autre opération portant sur le relogement de 43 familles a été effectuée dernièrement à Tiaret, alors que le reste des familles concernées ont reçu des décisions d'affectation des logements, qui sont en cours de réalisation, a rappelé le wali. Depuis le mois de mai dernier, 1.300 constructions anarchiques ont été résorbées à Hai Carmen, où leurs résidents ont bénéficié de lots de terrain à Hai Oued Tolba et des aides à l'habitat, en plus de la récupération du foncier, qui abritera la réalisation de 3.000 logements de la formule AADL et 1.000 autres logements pour le programme RHP. M. Bouguerra a, en outre, annoncé que la wilaya a bénéficié d'un quota de 500 logements, comme première tranche pour le relogement de familles résidant dans des immeubles en préfabriqué à Hai Beau paysage.

TIZI-OUZOU

Plusieurs opérations effectuées sur le réseau routier

Plusieurs opérations sont effectuées, en cette saison hivernale, sur le réseau routier à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, à-on informé auprès de la direction locale des Travaux publics (DTP). Ces opérations, qui sont réalisées en priorisant les points noirs, portent notamment sur le nettoyage des chaussées, le désherbage et le curage des réseaux d'évacuation pour minimiser les charriages pouvant constituer des obstacles aux écoulements des eaux pluviales. Il a également été procédé au lancement de 82 opérations relatives à la réparation de certains axes routiers endommagés par les intempéries des saisons précédentes dans le mais d'éviter des glissements de terrain. Ces opérations ont permis de traiter des points de glissement de terrain et de sections de drainage des eaux pluviales, ainsi que des revêtements au niveau des routes nationales et chemins de wilaya. D'autre part, tous les moyens humains et matériels nécessaires, y compris ceux des collectivités locales, ont été mobilisés pour intervenir, en cas de besoin, en cette période hivernale, selon la même source.

TISSEMSILT

89 projets vitaux dans le cadre du programme complémentaire pour booster le développement local

La wilaya de Tissemsilt connaît une forte dynamique grâce au programme complémentaire de développement dont elle a déterminé sur décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dont 89 projets vitaux pour booster le développement local.

Ce programme a donné une impulsion notable à plusieurs secteurs à travers la réalisation de 89 projets vitaux pour une enveloppe financière estimée à 97,53 milliards de dinars. Le secteur des travaux publics a contribué au développement du réseau routier de la wilaya à travers 13 projets, pour lesquels une enveloppe financière de 47,6 milliards de dinars a été allouée, représentant environ 48 % du budget global du programme. A cet égard, le directeur des Travaux publics, Zineddine Bordji, a fait état de la réalisation d'un dédoublement de la route nationale (RN14) dépendant de Tissemsilt aux frontières de la wilaya de Tiaret sur une distance de 8 km, avec la réalisation d'un échangeur, ainsi que le dédoublement de la RN 120 dépendant de la commune de Layoune à la wilaya de Djelfa sur une distance de 22 km. Et, les travaux de dédoublement de la RN 127 dépendant de la commune de Layoune à l'autoroute Nord-Sud sur une distance de 73 km sont actuellement en voie d'achèvement. Par ailleurs, des travaux sont également en cours pour la réhabilitation de la RN 14 Tissemsilt-Khemis Miliana sur une distance de 84 km, en plus de la réhabilitation de plusieurs chemins communaux et de wilaya. De son côté, le secteur de l'hydraulique a retenu de 19 projets pour une enveloppe financière de 20,8 milliards de dinars. Le directeur de l'Hydraulique, Yacine Belbali, a précisé que 10 forages profonds ont été réalisés dans la région de Rechaïga, dans la wilaya voisine de Tiaret, dont 5 sont déjà entrés en exploitation, tandis que les autres sont à un stade avancé de réalisation. Par ailleurs, 127 km de canalisations d'adduction d'eau ont été réalisés pour l'alimentation de 24 zones rurales comptant plus de 14.000 habitants, avec un taux d'avancement de 80 %, outre la réalisation de huit (8) stations d'épuration des eaux usées (STEP) au profit de huit communes. Le réseau d'alimentation en eau potable, pour sa part, a été réhabilité dans plusieurs communes et les travaux de création d'un

périmètre d'irrigation sur une superficie de 300 hectares sont en cours, avec un taux de réalisation de 90 %. Aussi, une enveloppe financière de 12,8 milliards de dinars a été consacrée au secteur du logement pour la réalisation de 5.000 unités de différentes formules, dont 2.000 logements publics locatifs (LPL), ainsi que la distribution de 3.000 aides à l'habitat rural réparties à travers les 22 communes qui comptent cette wilaya des Hauts-Plateaux du Centre-Ouest. L'achèvement de ces projets est prévu avant la fin du premier semestre de l'année 2026, a indiqué le directeur de l'Habitat, Nouredine Soudani. Le programme a également intégré plusieurs projets agricoles, notamment le raccordement de 200 exploitations agricoles à l'électricité sur une distance de 50 km, pour une enveloppe financière dépassant 200 millions de dinars. Les terres agricoles ont été améliorées à travers des opérations de travail en profondeur et d'enlèvement de pierres (épierrage) sur une superficie de 4.500 hectares dans plusieurs communes, ainsi que l'aménagement et l'ouverture de 80 km de pistes agricoles pour un montant de 51 millions de dinars. Quant au secteur de la santé, il a acquis de la réalisation de six polycliniques, l'acquisition de 30 ambulances et d'une clinique mobile équipée pour desservir les zones éloignées. La réalisation d'un hôpital de 240 lits au chef-lieu de la wilaya et d'un autre de 60 lits dans la commune de Lardjem sont également en cours, en plus de l'acquisition d'équipements médicaux pour trois établissements hospitaliers. Le programme complémentaire de développement a permis le raccordement de 6.500 logements au gaz naturel à travers les communes de la wilaya, via un réseau de 1.160 km, ainsi que le raccordement de 3.500 logements à l'électricité rurale sur un réseau de 258 km, tandis que les travaux se poursuivent pour le raccordement d'autres habitations, afin d'améliorer les conditions de vie

dans les zones isolées. D'autre part, six projets ont été consacrés au secteur de la jeunesse et des sports pour une enveloppe financière de 2,8 milliards de dinars. Les opérations initiées dans ce cadre comprennent l'équipement de 40 terrains de proximité en gazon synthétique, la réalisation d'une piscine semi-olympique au niveau du complexe omnisports de la commune de Tissemsilt, avec un taux d'avancement de 50%, l'équipement d'autres piscines de proximité avec des taux de réalisation variante entre 70 et 80%, ainsi que la réhabilitation de 22 stades communaux avec un taux d'avancement proche de 65%, souligner-t-on. Le secteur de l'environnement a retenu, pour sa part, de 11 projets pour une enveloppe de 1,9 milliard de dinars, comprenant la réception de 35 camions compacteurs, la réalisation d'un centre de stockage des déchets inertes, l'aménagement d'une décharge publique avec un taux d'avancement de 90%, ainsi que l'équipement des centres de tri des déchets au niveau des décharges publiques. Les projets touristiques ont été portés, quant à eux, sur l'aménagement d'un sentier touristique écologique, la construction d'un parc de loisir au barrage de Koudiat-Rosfa et la réalisation d'un village de l'artisanat traditionnel avec un taux de réalisation dépassé 90%. Quant au secteur de la culture, il a bénéficié de la réhabilitation de la Maison de la culture Mouloud Kacem Naït-Belkacem et de la réalisation d'une bibliothèque dans la commune Emir Abdelkader. La wilaya a également connu la restauration de huit cimetières de houghada, la réalisation de fresques murales, l'embellissement des sites et l'amélioration de l'éclairage public, ainsi que la restauration de l'ancien centre de torture de l'époque de l'occupation française à Ain-Sfa, afin d'en faire un site historique témoignant des hauts faits des Moudjahidine pour une enveloppe financière globale dépassant 90 millions de dinars.

BLIDA

Aménagement de 133 km de pistes forestières dès le début de l'année 2026

La Conservation des forêts de la wilaya de Blida progressera, dès le début de l'année 2026, à l'aménagement de 133 km de pistes forestières, réparties sur l'ensemble du territoire de la wilaya, à-on avis de cet établissement public. Le conservateur local des forêts, Mohamed Mokadem, a expliqué à l'APS que la wilaya avait subi d'un programme d'aménagement de 133 km de pistes forestières, ainsi que de l'ouverture de 26 km supplémentaires, financés par le budget de la wilaya et le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales. Ces opérations, qui seront mises en œuvre

progressivement à partir du début de l'année en cours, une fois les procédures administratives accomplies, concerneront différentes communes de la wilaya, notamment des communes de montagne telles qu'Ain El Romana, Souhane, Larbaâ et Oued Djer, at-il précisé. Ces nouveaux travaux de développement, qui renforceront le réseau d'accès aux zones forestières de la wilaya, faciliteront l'intervention des agents de la Protection civile et de la Conservation des forêts pour éteindre d'éventuels incendies, ainsi que le transport des habitants des zones montagneuses et de leurs marchandises vers les marchés pour

ceux qui pratiquent l'agriculture de montagne. Ces nouveaux travaux s'ajoutent à ceux réalisés l'année dernière, qui ont permis d'ouvrir 58 km de pistes forestières dans les communes de Souhane, Larbaâ, Bouguara et Bouinan (est), ainsi qu'à Chiffa et Ain El Romana (ouest), et d'aménager 19 km de ces pistes. Parmi les projets dont la wilaya a retenu l'année dernière figure également celui de l'ouverture de 10 km d'accès au Parc national de Chréa, dont la livraison est prévue pour la fin du premier trimestre de l'année en cours, a ajouté M. Mokadem.

La Nouvelle Stratégie de sécurité nationale des États-Unis d’Amérique

Pour s’assurer que l’Amérique reste le pays le plus fort, le plus riche, le plus puissant et le plus prospère du monde pour les décennies à venir, notre pays a besoin d’une stratégie cohérente et ciblée sur la manière dont nous interagissons avec le monde. Et pour y parvenir, tous les Américains doivent savoir exactement ce que nous essayons de faire et pourquoi.

2^e partie

Nous voulons nous assurer que l’hémisphère occidental reste raisonnablement stable et suffisamment bien gouverné pour prévenir et décourager les migrations massives vers les États-Unis ; nous voulons un hémisphère dont les gouvernements coopèrent avec nous contre les narcoterroristes, les cartels et autres organisations criminelles transnationales ; nous voulons un hémisphère à l’abri des incursions étrangères hostiles ou de la mainmise sur des actifs clés, et qui soutient les chaînes d’approvisionnement essentielles ; et nous voulons garantir le maintien de notre accès à des emplacements stratégiques clés. En d’autres termes, nous affirmerons et appliquerons un « corollaire Trump » à la doctrine Monroe ; Nous voulons stopper et inverser les dommages que les acteurs étrangers infligent à l’économie américaine tout en maintenant l’Indo-Pacifique libre et ouvert, en préservant la liberté de navigation sur toutes les voies maritimes cruciales et en maintenant des chaînes d’approvisionnement sûres et fiables ainsi que l’accès aux matières premières essentielles ; Nous voulons aider nos alliés à préserver la liberté et la sécurité de l’Europe, tout en rétablissant la confiance de l’Europe dans sa civilisation et son identité occidentale ; Nous voulons empêcher une puissance adverse de dominer le Moyen-Orient, ses approvisionnements en pétrole et en gaz et les points d’étranglement par lesquels ils passent, tout en évitant les « guerres éternelles » dans lesquelles nous nous sommes enlisés dans cette région au prix de lourdes pertes ; Nous voulons nous assurer que la technologie et les normes américaines, en particulier dans les domaines de l’intelligence artificielle, de la biotechnologie et de l’informatique quantique, font avancer le monde. Tels sont les intérêts nationaux fondamentaux et vitaux des États-Unis. Bien que nous en ayons d’autres, ce sont les intérêts sur lesquels nous devons nous concentrer avant tout autre chose, et ce serait à nos risques et périls de les ignorer.

Quels sont les moyens dont dispose l’Amérique pour obtenir ce qu’elle veut ?

L’Amérique conserve la position la plus enviable au monde, avec des atouts, des ressources et des avantages de premier plan, notamment : Un système politique qui reste réactif et capable de corriger le cap ; L’économie la plus importante et la plus novatrice au monde, une économie qui tout à la fois génère des richesses que nous pouvons investir dans des intérêts stratégiques et nous donne un moyen de pression sur les pays qui souhaitent accéder à nos marchés ; Le système financier et les marchés de capitaux les plus importants du monde, dont le statut de monnaie de réserve



mondiale dévolu au dollar ; Le secteur technologique le plus avancé, le plus innovant et le plus rentable au monde, qui soutient notre économie, confère à notre armée une supériorité en termes de qualité et renforce notre influence mondiale ; L’armée la plus puissante et la plus performante du monde ; Un vaste réseau d’alliances, avec sur le plan stratégique des alliés et des partenaires dans les régions du monde les plus importantes ; Une géographie enviable avec des ressources naturelles abondantes, aucune puissance rivale occupant une position hégémonique dans notre hémisphère, des frontières ne présentant aucun risque d’invasion militaire, et séparées des autres grandes puissances par de vastes océans ; Un « soft power » et une influence culturelle inégalés ; Le courage, la volonté et le patriotisme du peuple américain. En outre, grâce au programme national ambitieux du président Trump, les États-Unis : Réinsufflent une culture de la compétence, éradiquent les soi-disant « DEI » [diversité, équité, inclusion, NdT] et autres pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles qui dégradent nos institutions et nous empêchent d’avancer ; Libèrent notre immense capacité de production d’énergie, ce qui est une priorité stratégique pour alimenter la croissance et l’innovation, et pour soutenir et reconstruire la classe moyenne ; Réindustrialisent notre économie, là encore pour soutenir davantage la classe moyenne et contrôler nos propres chaînes d’approvisionnement et capacités de production ; Rendent à nos citoyens leur liberté économique grâce à des réductions d’impôts historiques et à des efforts de déréglementation, faisant des États-Unis le lieu privilégié pour faire des affaires et investir ; Investissent dans les technologies émergentes et la science fondamentale, afin d’assurer la pérennité de notre prospérité,

de notre avantage concurrentiel et de notre domination militaire pour les générations futures. L’objectif de cette stratégie est d’associer tous ces atouts de premier plan au niveau mondial, ainsi que d’autres, afin de renforcer la puissance et la prééminence des États-Unis et de rendre notre pays encore plus grand qu’il ne l’a jamais été.

La stratégie

La politique étrangère du président Trump est pragmatique sans être « pragmatiste » ; réalisable sans être « réaliste » ; fondée sur des principes sans être « idéaliste » ; musclée sans être « belliciste » ; et modérée sans être « laxiste » ; elle n’est pas fondée sur une idéologie politique traditionnelle. Elle est avant tout motivée par tout ce qui marche pour les États-Unis, ou, en deux mots : « L’Amérique d’abord. » Le président Trump a consolidé son héritage en tant que président de la paix. Outre le succès remarquable de son premier mandat avec les accords historiques d’Abraham, le président Trump a mis à profit sa capacité à conclure des accords pour garantir une paix sans précédent dans huit conflits dans le monde en l’espace de seulement huit mois de son second mandat. Il a négocié la paix entre le Cambodge et la Thaïlande, le Kosovo et la Serbie, la RDC et le Rwanda, le Pakistan et l’Inde, Israël et l’Iran, l’Égypte et l’Éthiopie, l’Arménie et l’Azerbaïdjan, et a mis fin à la guerre à Gaza avec le retour de tous les otages vivants dans leurs familles. Le Commandant en chef de la nation s’intéresse à la prévention des conflits régionaux avant qu’ils ne dégénèrent en guerres mondiales qui entraînent des continents entiers dans leur sillage. et cela constitue une priorité pour notre administration. Un monde à feu et à sang, qui verrait les guerres atteindre nos côtes, est mauvais pour les intérêts américains. Le président Trump utilise une diplomatie non conventionnelle, et se sert de la puissance militaire de l’Amérique et du levier

économique pour éteindre chirurgicalement les braises de la division entre les nations dotées de l’arme nucléaire et mettre fin aux guerres violentes dues à des haines séculaires. Le président Trump a prouvé que les politiques américaines en matière d’affaires étrangères, de défense et de renseignement doivent être guidées par les principes fondamentaux suivants : Une définition ciblée de l’intérêt national : depuis la fin de la guerre froide au moins, les administrations ont souvent publié des stratégies de sécurité nationale visant à élargir la définition de l’« intérêt national » de l’Amérique au point où presque aucune question ou initiative n’est considérée comme hors de son champ d’application. Mais en voulant tout cibler, on ne cible rien. Les intérêts fondamentaux des États-Unis en matière de sécurité nationale doivent être notre priorité. La paix par la force : La force est le meilleur moyen de dissuasion. Les pays ou autres acteurs suffisamment dissuadés de menacer les intérêts américains ne le feront pas. En outre, la force peut nous permettre de parvenir à la paix, car les parties qui respectent notre force recherchent souvent notre aide et sont ouverts à nos efforts pour résoudre les conflits et maintenir la paix. C’est pourquoi les États-Unis doivent maintenir l’économie la plus puissante, développer les technologies les plus avancées, renforcer la santé culturelle de notre société et disposer de l’armée la plus performante au monde. Prédilection au non-interventionnisme : dans la Déclaration d’indépendance, les Pères fondateurs de l’Amérique ont clairement exprimé leur préférence pour le non-interventionnisme dans les affaires des autres nations et en ont précisé le fondement : de même que tous les êtres humains ont reçu de Dieu des droits naturels égaux, toutes les nations ont droit, en vertu des « lois de la nature et du Dieu de la nature », à un « statut distinct et égal » dans leurs relations mutuelles. Pour un pays dont les intérêts sont aussi nombreux et divers que les nôtres, une adhésion rigide au non-interventionnisme n’est pas tenable. Pourtant, cette prédilection devrait fixer des critères exigeants pour ce qui serait une intervention justifiée. Réalisme flexible : Les politiques américaines seront réalistes quant à ce qu’il est possible et souhaitable de rechercher dans les relations avec d’autres nations. Nous recherchons de bonnes relations et des relations commerciales paisibles avec les nations du monde sans leur imposer des changements démocratiques ou sociaux qui diffèrent largement de leurs traditions et de leur histoire. Nous reconnaissons et affirmons qu’il n’y a rien d’incohérent ou d’hypocrite à agir en fonction d’une telle évaluation réaliste ou à maintenir de bonnes relations avec des pays dont les systèmes de gouvernement et les sociétés diffèrent des nôtres, même si nous encourageons nos amis de même sensibilité à respecter nos normes communes, et ce faisant, nous servons nos intérêts.

(A suivre)

ARABIE SAOUDITE
Le FMI relève ses prévisions de croissance à 3,6 %

Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé sa prévision de croissance économique pour l'Arabie saoudite en 2025 à 3,6 %, contre 3 % en avril, soulignant la vigueur du secteur hors pétrole et la levée attendue des coupes de production de l'OPEP+.

Dans sa dernière mise à jour du World Economic Outlook, le FMI indique que cette révision reflète une expansion plus soutenue que prévu du secteur non pétrolier. La croissance du Royaume devrait ainsi dépasser la moyenne mondiale (3 %) l'an prochain, se hissant au-dessus de celle de la plupart des pays du Golfe voisins.

À moyen terme, le FMI anticipe une hausse de la croissance à 3,9 % en 2026, avant une stabilisation autour de 3,5 %.

Le PIB hors pétrole est estimé en croissance de 3,4 % en 2025, légèrement en retrait par rapport aux 4,2 % enregistrés en 2024. Toutefois, les perspectives à moyen terme restent solides, avec une progression approchant 4 % en 2027, pour atteindre environ 3,5 % à la fin de la décennie.

Les conditions sur le marché du travail se sont également améliorées : le taux de chômage des Saoudiens a atteint un niveau record de 7 % en 2024, selon le FMI.

L'inflation demeure maîtrisée — le taux global devrait rester proche de 2 %, grâce à l'ancrage au dollar et au cadre des subventions en vigueur.

Sur le plan budgétaire, le FMI estime que l'augmentation des dépenses publiques en 2025 — entraînant un déficit plus élevé que prévu — reste justifiée. Il met en garde contre de nouvelles coupes liées à la baisse des prix du pétrole, qui risqueraient de peser sur la croissance en rendant la politique budgétaire procyclique.

ÉGYPTE

Le Caire vise l'exportation de smartphones dès 2026

L'Égypte mise sur le secteur des TIC pour renforcer son économie et sa présence sur les marchés internationaux. Les exportations numériques du pays ont ainsi atteint 7,4 milliards de dollars en 2025, contre 3,3 milliards en 2018, soit une hausse de 124 % en 7 ans.

L'Égypte prévoit de commencer à exporter des téléphones mobiles produits localement vers les marchés internationaux à partir de 2026. À cet effet, le pays ambitionne de fabriquer 15 millions d'appareils, contre 10 millions en 2025.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie des autorités visant à renforcer les exportations numériques et à développer une base industrielle locale dans le secteur des TIC.

S'exprimant devant des attachés militaires désignés à l'Institut des études des sciences du renseignement et de la sécurité, le ministre des Communications et des Technologies de l'information, Amr Talaat (photo), a précisé que les 10 millions d'appareils produits cette année intègrent un taux de valeur ajoutée locale de 40 %. Il a également indiqué que l'Égypte est parvenue à attirer 15 marques internationales de téléphones mobiles pour une production locale, dans le ca-

dre d'une stratégie plus large visant à faire du secteur des TIC une puissance stratégique orientée vers la production.

Cette dynamique intervient alors que le marché mondial des smartphones poursuit sa croissance. Selon Research Nest, sa valeur devrait atteindre 1 120 milliards de dollars en 2035, contre 609,2 milliards de dollars en 2025, portée notamment par le rôle clé des chaînes d'approvisionnement, des importations et des flux d'assemblage.

Cette progression s'inscrit également dans le rebond post-Covid-19, après les perturbations des chaînes logistiques et le recul des dépenses de consommation observés en 2020.

La GSMA estime, par ailleurs, que 250 millions de personnes ont adopté un smartphone en 2024, portant le nombre total d'utilisateurs à 4,4 milliards, soit 54 % de la population mondiale.

Toutefois, l'organisation souligne que sur les 3,1 milliards de

personnes couvertes par des réseaux de haut débit mobile mais non abonnées à l'internet mobile, près d'un tiers possède un appareil sans pouvoir ou sans savoir l'utiliser pour accéder à l'internet, tandis que les 2 milliards restants ne disposent d'aucun terminal.

Si ces indicateurs laissent entrevoir des opportunités pour les smartphones produits en Égypte, le marché international présente aussi des défis.

L'International Data Corporation (IDC) anticipe un recul de 0,9 % des expéditions mondiales de smartphones en 2026, en raison de pénuries de composants et d'ajustements des cycles de produits.

L'institut ajoute que la pénurie mondiale persistante de mémoires devrait contraindre l'offre et pousser les prix à la hausse, affectant plus fortement les smartphones Android d'entrée et de milieu de gamme, plus sensibles aux variations de prix.

DIGITALISATION DE L'ÉDUCATION

La Libye explore des pistes de collaboration avec la Tunisie

La Tunisie est considérée comme un modèle en Afrique en matière de transformation numérique de l'éducation.

En novembre 2024, le pays a par exemple finalisé la connexion de 3 300 écoles à Internet à haut débit.

La Libye souhaite s'inspirer de l'expérience de la Tunisie dans la digitalisation de son système éducatif.

Suite à une série de visites effectuées récemment par une délégation libyenne en Tunisie, les deux pays ont indiqué vouloir travailler en vue d'établir un accord de coopération, apprend-on d'une communication officielle datant du dimanche 28 décembre.

Dans le cadre de la stratégie de transformation numérique menée par la société publique de télécommunications, les autorités libyennes ambitionnent de connecter les établissements de santé et les écoles du pays.

Le gouvernement a

également mis en place un comité gouvernemental chargé de transformer le système éducatif grâce à l'éducation à distance, ainsi qu'une initiative de numérisation des programmes scolaires.

Considérée comme un modèle en matière de digitalisation de l'éducation, la Tunisie a finalisé en novembre 2024 la connexion de 3 300 écoles à Internet.

En janvier 2024, la plateforme « l'École de la Tunisie du futur » a été lancée.

Elle propose des services numériques ouverts au public, principalement axés sur les contenus éducatifs et pédagogiques, ainsi que sur les actualités du ministère.

Dans une étude, Oxford Business Group estime qu'en exploitant pleinement le potentiel des technologies éducatives (edtech), il devient possible de réduire l'écart en matière de résultats scolaires et de littérature

numérique en Libye par rapport aux standards mondiaux.

Le cabinet ajoute que la coopération intra-régionale et le partage des meilleures pratiques, comme cherche à le faire la Libye, pourraient contribuer à relever le niveau académique.

Selon le cabinet, un accès accru aux solutions edtech nourrit l'optimisme face aux obstacles traditionnels de l'éducation en Libye.

Les améliorations numériques pourraient s'avérer particulièrement efficaces en sciences à l'école primaire, en langue anglaise et en sciences sociales au collège, grâce à des technologies adaptées et centrées sur les enseignants, afin d'aider les élèves à atteindre les niveaux requis par classe et par matière.

Oxford Business Group estime toutefois que, pour atteindre ces objectifs, les décideurs devraient se concentrer sur la résorption des dé-

ficits d'infrastructures actuels, notamment en garantissant un accès fiable à Internet, en particulier dans les zones rurales, en améliorant la disponibilité des technologies et des contenus numériques, et en renforçant la formation aux compétences numériques clés.

Un financement suffisant et une coordination efficace seront essentiels pour déployer ces initiatives à grande échelle, tout comme la stabilité politique.

Par ailleurs, la coopération entre la Tunisie et la Libye dans la transformation numérique de l'éducation n'en est qu'à ses débuts.

Les deux parties ont pour le moment signé un accord portant sur l'organisation de réunions de coordination avec les directions compétentes du ministère tunisien de l'Éducation, en vue de l'élaboration d'un accord de coopération conjointe entre leurs ministères de l'Éducation respectifs.

EVOLUTION DU DINAR TUNISIEN EN 2025

Une progression inattendue

L'année 2025 s'achève sur une note positive pour la monnaie tunisienne.

Contre toute attente, le dinar a enregistré une amélioration significative de sa valeur face aux principales devises internationales, marquant ainsi un retournement par rapport aux années précédentes.

Cette évolution témoigne d'une dynamique économique renouvelée qui mérite d'être analysée dans ses différentes dimensions.

Le parcours du dinar tunisien face au dollar américain illustre parfaitement cette tendance haussière.

En début d'année, la monnaie nationale s'échangeait à environ 3,16 dinars pour un dollar.

Progressivement, le taux de change s'est amélioré pour atteindre 2,88 dinars fin décembre, soit une appréciation de près de 9,26 % sur l'ensemble de l'année.

Cette performance traduit un renforcement continu de la monnaie nationale, particulièrement notable durant le dernier trimestre où le dinar s'est renforcé de

2,48 % en l'espace d'un seul mois.

Cette trajectoire ascendante contraste nettement avec la tendance à la dépréciation observée les années précédentes, suggérant une amélioration des fondamentaux économiques du pays.

La relation avec l'euro : une stabilité relative

Face à la monnaie européenne, le dinar tunisien a également connu une évolution favorable, bien que plus mesurée.

Le taux de change est passé de 3,29 dinars pour un euro en janvier à environ 3,38 dinars pour un euro en décembre.

Le point culminant a été atteint en juin lorsqu'un euro valait 3,46 dinars, avant une légère correction durant l'été.

Le point le plus bas de l'année s'est situé fin juillet, quand le taux est descendu à 3,28 dinars pour un euro.

Cette relative stabilité avec l'euro s'explique par les liens commerciaux étroits entre la Tunisie et la zone euro,

principal partenaire économique du pays.

Les facteurs derrière cette amélioration monétaire

Plusieurs éléments ont contribué à cette performance du dinar tunisien.

Les transferts de la diaspora, combinés aux revenus touristiques, ont dépassé 16,4 milliards de dinars sur l'année, apportant des devises étrangères substantielles.

La Banque Centrale de Tunisie a maintenu une politique monétaire prudente, veillant à préserver les réserves en devises tout en gérant les tensions inflationnistes.

Par ailleurs, l'amélioration de la notation souveraine du pays par l'agence Moody's, passée de Caa2 à Caa1 en mars, a renforcé la confiance des investisseurs et des partenaires internationaux.

Cette confiance accrue s'est traduite par une demande soutenue pour le dinar sur les marchés des changes.

Perspectives pour 2026

Cette trajectoire positive du dinar tunisien en 2025 ouvre des perspectives encourageantes pour l'économie.

Une monnaie plus forte facilite les importations et réduit le coût des intrants pour les entreprises tunisiennes, tout en maîtrisant mieux l'inflation importée.

Néanmoins, cette appréciation peut également affecter la compétitivité des exportations tunisiennes sur les marchés internationaux.

Le maintien de cet équilibre délicat dépendra de la capacité du pays à poursuivre ses réformes structurelles et à diversifier son tissu économique.

Les autorités devront également veiller à consolider les réserves en devises pour garantir la soutenabilité de cette tendance.

L'année 2025 restera ainsi dans les mémoires comme celle où le dinar tunisien a retrouvé une certaine vigueur, offrant un répit aux Tunisiens face aux pressions économiques des dernières années.

COBALT

La RDC maintient les quotas d’exportation de 2025 jusqu’à fin mars 2026

Après l’embargo imposé en février sur les exportations de cobalt, la RDC a annoncé la reprise des expéditions en octobre 2025, avec la mise en place de quotas pour les producteurs. Ces derniers n’ont néanmoins pas pu expédier le métal avant la fin de l’année, au risque de perdre les volumes alloués.

En RDC, les quotas d’exportation accordés aux producteurs de cobalt pour le dernier trimestre 2025 pourront être utilisés jusqu’au 31 mars 2026. C’est ce qu’a déclaré le régulateur congolais dans un communiqué daté du dimanche 28 décembre et relayé mercredi 31 décembre par Reuters. Cette annonce vient lever des incertitudes créées par les goulots d’étranglement dans le nouveau processus d’exportation du cobalt congolais. Après avoir mis un embargo sur les expéditions du métal stratégique pour l’industrie des batteries pour véhicules électriques, Kinshasa l’a remplacé en octobre par des quotas d’exportation. Selon ce système de quotas, 18 125 tonnes de cobalt étaient prévues pour être exportées entre octobre et décembre 2025. Comme l’a rapporté l’Agence Ecofin,

plusieurs entreprises n’ont pas pu utiliser leurs quotas, alors que le cadre réglementaire n’autorise pas, en principe, à transférer ou reporter dans le temps ces expéditions. Notons que le ministre des Finances, Doudou Fwamba, a déclaré il y a quelques jours que les exportations de cobalt ont « repris », sans apporter de précisions sur les volumes exportés ou les compagnies concernées. CMOC, un des principaux producteurs de cobalt en RDC et qui dispose d’un quota d’exportation de 6 650 tonnes pour le quatrième trimestre 2025, a estimé que les premières cargaisons ne devaient pas quitter le pays avant le mois de janvier. Le processus administratif s’est poursuivi durant les dernières semaines de 2025, avec le prélèvement d’échantillons en vue des premières expéditions de cobalt sous le nou-

veau régime de quotas et les paiements douaniers. Si l’incertitude autour des quotas non utilisés en 2025 se dissipe, d’autres défis demeurent pour le gouvernement congolais, qui doit démontrer sa capacité à appliquer durablement ce nouveau cadre. L’embargo imposé en février, dans un contexte de marché excédentaire qui pesait sur les prix, a coïncidé avec une envolée des cours du métal en 2025. Si l’objectif concernant l’amélioration des prix est atteint, Kinshasa doit aussi gérer les risques de substitution du cobalt par d’autres métaux. Certains analystes avertissent que les restrictions sur l’offre congolaise pourraient pousser des industriels à accélérer leurs efforts pour se détourner du cobalt dans la fabrication de batteries électriques.

BÉNIN

La production pétrolière repoussée en raison de problèmes techniques

Après 27 ans d’inactivité, le Bénin avait relancé, en août 2025, la campagne de forage sur le champ pétrolier de Sèmè, situé au large des côtes du pays. Selon les prévisions des parties prenantes, la production pétrolière sur le site devait démarrer avant fin 2025. Le démarrage attendu de la production pétrolière sur le champ de Sèmè, au large du Bénin, ne se fera pas dans les délais initialement envisagés. Selon des informations relayées lundi 29 décembre 2025 par Upstream Online, des difficultés techniques ont affecté l’exécution des opérations de forage sur le site. La campagne de forage lancée en

août 2025, censée permettre une reprise de la production avant la fin de l’année, a été ralentie par des contraintes techniques liées notamment aux performances des équipements mobilisés et aux conditions d’exécution des travaux, selon la presse spécialisée. Les causes précises de ces difficultés n’ont pas été détaillées publiquement, mais elles sont jugées suffisantes pour justifier un report du démarrage de la production commerciale. Découvert à la fin des années 1960 par la compagnie Union Oil, le champ de Sèmè a été par la suite développé par la société norvégienne Saga Petroleum et a produit environ 22 mil-

lions de barils entre 1982 et 1998, avant l’arrêt des opérations dans un contexte de baisse des prix du pétrole. Après plus de deux décennies d’inactivité, le site fait aujourd’hui l’objet d’un projet de redéveloppement visant à relancer la production. Le projet de redéveloppement du champ de Sèmè est opéré par Akrake Petroleum, filiale de Lime Petroleum contrôlée par Rex International. L’opérateur détient 76 % des parts, aux côtés de l’État béninois (15 %) et du partenaire local Octogone Trading (9 %). Le schéma de développement prévoit le forage de trois puits, dont deux puits horizontaux de production et un puits d’évaluation, ainsi que

l’installation d’une unité mobile de production offshore (MOPU) et d’une unité de stockage et de déchargement flottante (FSO). La production cible était estimée entre 15 000 et 16 000 barils par jour, avant que les difficultés techniques rencontrées ne viennent retarder le calendrier initial. À ce stade, ni l’opérateur ni les autorités béninoises n’ont communiqué de nouvelle échéance pour le démarrage de la production. La poursuite du projet reste conditionnée à la résolution des contraintes techniques identifiées et à l’avancement effectif des opérations de forage.

GUINÉE ÉQUATORIALE

Le chinois Fuhai Energy rejoint le projet gazier Barracuda

Jugé prometteur, le bloc EG-08 qui héberge le projet gazier Barracuda concentre plusieurs prospects identifiés grâce aux données sismiques. Cependant, le projet demeure conditionné à la réalisation d’un premier forage d’exploration. Le projet gazier Barracuda, situé dans le bloc EG-08 au large de la Guinée équatoriale, connaît une évolution avec l’arrivée d’un nouvel acteur au capital du permis. Selon l’information officialisée ce mardi 30 décembre 2025 par Europa Oil & Gas (Holdings), la société chinoise Fuhai Energy a acquis une participation dans le projet. Le montant total de la transaction n’a pas été rendu public. Celle-ci prend la forme d’un contrat d’amodiation (farm-out agreement), par lequel Fuhai acquiert 40 % des intérêts du contrat de partage de production (PSC) détenu par

Antler Global, entreprise basée au Royaume-Uni et opérateur du bloc et dans laquelle Europa Oil détient 42,9 %. La compagnie pétrolière publique GE-Petrol conserve une participation de 20 %. Dans le cadre de cet accord, le groupe chinois s’engage à financer jusqu’à 95 % des coûts du premier puits d’exploration, dans une limite de 53 millions de dollars. Antler, qui conserve pour sa part 40 % de participation dans le PSC, prend en charge les 5 % restants. Le montage financier prévoit également que Fuhai puisse récupérer prioritairement les montants engagés en cas de découverte commercialement exploitable, conformément aux modalités prévues par le contrat de partage de production. Situé dans le bassin offshore de Douala, à proximité de la Guinée équatoriale, le

bloc EG-08 couvre une superficie d’environ 731 km², à une profondeur d’eau d’environ 80 mètres. Outre le prospect Barracuda, identifié comme le plus avancé à ce stade, le bloc renferme plusieurs autres structures gazières identifiées par la sismique 3D. Les ressources prospectives du périmètre sont estimées à un peu plus de 2 trillions de pieds cubes de gaz équivalent, dont environ 893 milliards de pieds cubes pour le seul prospect Barracuda, des volumes qui restent toutefois à confirmer par un premier forage d’exploration. Le projet bénéficie par ailleurs de la proximité d’infrastructures existantes, notamment celles opérées par Chevron, ce qui pourrait en cas de découverte commerciale, faciliter l’évacuation et le traitement des hydrocarbures.

NIGERIA

Le Naira termine 2025 en hausse pour la première fois depuis treize ans

Pour la première fois depuis 2012, le naira nigérian a terminé 2025 en hausse, à 1429 nairas pour un dollar. Un rebond attribué aux réformes de la Banque centrale, après treize années de dépréciation continue. Au Nigeria, le naira a achevé l’année 2025 sur une note positive, une première depuis plus d’une décennie. La monnaie nigériane a clôturé le 31 décembre à 1429 nairas pour un dollar, enregistrant une appréciation annuelle de 7,4 %, selon les données officielles de la Central Bank of Nigeria (CBN). Il s’agit de la première hausse annuelle du naira depuis 2012, après treize années consécutives de dépréciation, marquées par des pénuries de devises, une forte dépendance aux importations et des déséquilibres persistants sur le marché des changes. L’année 2025 n’a pourtant pas été linéaire. La devise a connu de fortes turbulences au premier semestre, atteignant son point le plus bas en avril, autour de 1 602 nairas pour un dollar. Inflation élevée, demande soutenue de devises et retards dans les entrées de capitaux ont alors pesé lourdement sur la monnaie. Un redressement progressif s’est toutefois amorcé à partir de mai, avant de s’accélérer au dernier trimestre. Septembre marque un tournant, avec un retour durable du naira sous le seuil des 1 500 pour un dollar. Après une légère consolidation en novembre, la devise a regagné du terrain en décembre pour terminer l’année à son plus haut niveau depuis douze mois. Pour les analystes, cette évolution reflète l’impact des réformes du marché des changes, engagées par la Banque centrale en 2024, sous l’impulsion de son gouverneur, Yemi Cardoso (photo, au centre). Ces mesures ont notamment réduit l’écart entre les taux officiels et parallèles à moins de 5 %, limitant les comportements spéculatifs et améliorant la transparence du marché. La Banque centrale a également durci sa politique monétaire et renforcé son cadre réglementaire, avec l’introduction, début 2025, d’un code de conduite des changes destiné à encadrer les pratiques des acteurs du marché.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street démarre la nouvelle année dans le désordre, l'attentisme a dominé

La Bourse de New York a fini vendredi en ordre dispersé une première séance de la nouvelle année volatile, les indices ayant hésité une grande partie des échanges, notamment dans le secteur technologique, sur fond d'attentisme.

L'indice Dow Jones a avancé de 319,1 points, soit 0,66%, à 48.382,39 points, grâce notamment à Caterpillar (+4,32%) et Boeing (+4,71%), tandis que le secteur de l'industrie a fini sur un gain de 1,88%. Le S&P-500, plus large, a pris 12,97 points, soit 0,18%, à 6.858,47 points, malgré la pression à la baisse du secteur de la consommation discrétionnaire. Amazon a cédé 1,87%. Le Nasdaq Composite a abandonné 6,36 points, soit 0,02%, à 23.235,62 points, en dépit d'un rebond du secteur des semi-conducteurs (+4,01%). Sur l'ensemble de la semaine, les trois grands indices ont affiché une perte respectivement de 0,67%, de 1,03% et de 1,52%, après une série de quatre baisses sur les cinq dernières séances de 2025. "Lorsque l'on tourne la page en vue d'une nouvelle année et que l'on est gérant de portefeuille, on attend de voir ce qui va se passer, (...) l'atmosphère pour l'année à venir", a expliqué Thomas Martin, gérant de portefeuille chez Globalbalt. Cet attentisme s'est observé dans les échanges avec de faibles variations à la hausse ou la baisse, notamment dans la "tech" où l'indice sur le S&P 500 a fortement varié avant de finir quasiment stable (+0,05%). Les investisseurs ont été sur la défensive alors que les actifs financiers sont proches de leur niveau record. Le S&P 500, le Dow Jones et le Nasdaq ont terminé 2025 avec des gains à deux chiffres, leur troisième année consécutive dans le vert, une série observée pour la dernière fois entre 2019 et 2021. Le Dow Jones a enregistré en décembre sa huitième hausse mensuelle consécutive, série la plus longue depuis 2017-2018. Ce rallye s'est fait sur fond d'appétit pour les valeurs liées à l'intelligence artificielle (IA) malgré les craintes d'une guerre commerciale et des conflits géopolitiques. Le marché attend désormais de nouveaux catalyseurs pour poursuivre son bond en avant et devrait se

concentrer sur la politique monétaire de la Fed avec la fin prochaine du mandat de Jerome Powell, ainsi que sur les nouvelles données économiques, dont la publication de certaines avait été retardée en raison du "shutdown" de l'administration fédérale. "L'une des choses les plus importantes sera de maintenir l'indépendance de la Fed", a estimé Thomas Martin de Globalbalt. "Même si les membres les plus récents ont été nommés par (le président américain Donald) Trump et qu'ils sont plus accommodants, ils veulent au moins donner l'impression que la Fed est indépendante, car une fois qu'on perd cela, on est en quelque sorte dans le pétrin", a-t-il ajouté. La nouvelle année promet également une certaine volatilité sur le plan géopolitique, avec les élections de mi-mandat au Congrès américain et les négociations en cours pour mettre fin à la guerre en Ukraine, ainsi que les tensions persistantes au Moyen-Orient. La hausse de l'or en 2025 a été la plus importante depuis 46 ans, tandis que l'argent et le platine ont enregistré leurs plus fortes progressions, sous l'effet d'un cocktail de facteurs comme les baisses de taux directeurs, les crises géopolitiques, les achats massifs des banques centrales et l'afflux de capitaux dans les ETF.

Tesla dans le rouge

Dans l'actualité des entreprises, Tesla a reculé de 2,59%, le constructeur de véhicules électriques ayant fait état d'une baisse plus importante que prévu de ses livraisons au quatrième trimestre et a enregistré un deuxième repli consécutif de ses ventes annuelles. Les distributeurs de meubles Wayfair (+6,0%), Williams-Sonoma (+5,16%) et RH (7,91%) ont fini en forte hausse après le report par Donald Trump de l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane dans le secteur.

Sur le marché des changes, le dollar américain a entamé 2026 en reprenant des couleurs (+0,14%) après avoir peiné face à la plupart des devises l'an dernier, les opérateurs se positionnant avant une série de données économiques américaines prévues la semaine prochaine, dont le rapport sur l'emploi. Dans les obligations, le rendement des Treasuries à dix ans prenait à la clôture 3,8 points de base, à 4,1907%, alors que 2025 a marqué la première année depuis 2020 au cours de laquelle il a accusé une baisse en rythme annuel.

Les cours pétroliers sont encore en repli pour le premier jour de cotation de 2026 après avoir enregistré en 2025 leur plus forte perte annuelle depuis 2020. Les investisseurs évaluent la perspective d'une surproduction face aux risques géopolitiques, notamment la guerre en Ukraine et les exportations vénézuéliennes. Des sources ont en outre rapporté que l'Opep+ devrait maintenir sa production malgré les tensions autour du Yémen. Le Brent perdait 0,18% à 60,74 dollars le baril et le WTI 0,24% à 57,28 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 31 Décembre 2025 Valeur : 06 Janvier 2026				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.5604	129.5754
1	EUR	EURO	152.0391	152.0956
1	GBP	POUND STERLING	174.0935	174.2073
100	JPY	JAPANESE YEN	82.7175	82.7323
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5335	18.5373
1	CHF	SWISS FRANC	163.2771	163.3166
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.5351	94.5806
1	DKK	DANISH KRONE	20.3586	20.3620
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.0574	14.0624
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.8679	12.8719
1	AED	UAE DIRHAM	35.2728	35.2865
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.5458	34.5516
1	KWD	KUWAITI DINAR	420.5141	420.9727
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.2348	44.6794
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2357	14.2373
1	LYD	LIBYAN DINAR	23.8641	23.9866
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2562	3.2663
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.5953	177.5953

POINT-MARCHÉS

L'Europe en hausse pour débiter 2026

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, grimant vers de nouveaux records pour la première séance de 2026 et sur la lancée des gains exceptionnels enregistrés l'année précédente, les valeurs de la défense menant la danse. À Paris, le CAC 40 a gagné 0,56% à 8.195,21 points. Le Footsie britannique a emporté 0,20%, après avoir brièvement franchi durant la séance, pour la première fois, la barre symbolique des 10.000 points, tandis que le Dax allemand a avancé de 0,20%. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,91%, le FTSEurofirst 300 de 0,69%. Le Stoxx 600 a pris 0,62% à 595,89, se rappro-

chant du seuil des 600 points. Les marchés en Europe ont débuté 2026 sur une note optimiste, à l'entame d'une année qui devrait mettre à l'épreuve le rallye sur l'intelligence artificielle, le passage du relais à la tête de la Réserve fédérale américaine (Fed) et la persistance de craintes sur le commerce mondial. Dans un contexte de faibles échanges, les investisseurs se sont concentrés sur l'analyse des indices d'activité PMI pour le secteur manufacturier de la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et la zone euro pour décembre, ainsi que les données de la Banque centrale européenne (BCE) sur la croissance des prêts

aux entreprises dans la zone euro pour le mois de novembre. Le compartiment des valeurs européennes de la défense a mené les gains et terminé en hausse de 3,26%. "Il ne faut pas extrapoler trop loin, car le premier jour d'échanges s'est révélé être un indicateur extrêmement peu fiable ces derniers temps pour prédire l'évolution du reste de l'année", ont déclaré les analystes de Deutsche Bank. Au cours des trois dernières années, le S&P 500 a démarré par une première séance négative, mais terminé l'année avec des gains à deux chiffres, ont-ils souligné. La trajectoire de la politique mo-

nétaire de la Fed donnera le ton sur les marchés en 2026, les récentes données économiques et les anticipations d'un nouveau président plus accommodant pour la banque centrale ayant relancé les attentes de nouvelles baisses des taux. "Le prochain président de la Fed sera probablement beaucoup plus accommodant que Jerome Powell. Je pense donc que nous assisterons à une baisse substantielle des taux d'intérêt au second semestre de cette année", a déclaré Dennis Dick, stratège chez Stock Trader Network. "Cela sera bénéfique pour toutes les actions, pas seulement celles du secteur technologique, a-t-il ajouté. "Les petites capitalisa-

tions commenceront à surperformer au second semestre." Les premiers indices de l'année sur la trajectoire des taux, les données sur le marché du travail, qui seront publiées la semaine prochaine, seront scrutés par les investisseurs. Jerome Powell a mis en garde en décembre contre de nouvelles baisses tant que la situation de l'emploi ne serait pas plus claire. Le groupe éolien maritime danois Orsted a terminé sur une hausse de 4,62% après avoir annoncé contester la suspension par Washington de son projet Revolution Wind, d'une valeur de 5 milliards de dollars, et demander une injonction judiciaire.

DEVANT LE JAPON

L'Inde affirme être devenue la quatrième économie du monde

L'Inde est devenue la quatrième économie de la planète, devant le Japon, et les autorités espèrent qu'elle dépassera l'Allemagne d'ici trois ans, selon le bilan économique de fin d'année établi par le gouvernement.

La publication en 2026 des chiffres du produit intérieur brut (PIB) annuel viendront ou non confirmer officiellement ces prévisions. "L'Inde fait partie des grandes économies affichant la croissance la plus rapide au monde et est bien placée pour maintenir cet élan", affirme la note économique. "Avec un PIB évalué à 4.180 milliards de dollars (3.555 milliards d'euros), l'Inde a dépassé le Japon pour devenir la quatrième économie mondiale, et est sur le point de déloger l'Allemagne de la troisième place dans les 2,5 à 3 prochaines années, avec un PIB estimé à 7.300 milliards de dollars d'ici 2030". Selon le Fonds monétaire international, ce n'est qu'en 2026 que l'Inde figurera à la quatrième place : il estime que son PIB atteindra alors 4,51 milliards de dollars,

contre 4.460 milliards pour le Japon. Les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne sont, dans cet ordre, les plus grandes économies au monde, selon le FMI. Les prévisions optimistes de New Delhi interviennent dans un contexte économique compliqué pour le pays le plus peuplé de la planète, avec 1,4 milliard d'habitants. Fin août, Washington, le premier partenaire commercial du pays, a imposé une hausse de 50% des droits de douane sur les produits "made in India" arrivant aux Etats-Unis, en représailles à ses achats de pétrole russe. La croissance continue reflète "la résilience de l'Inde face aux incertitudes persistantes (qui pèsent) sur le commerce international", estime le gouvernement. Le PIB par habitant de l'Inde atteignait

2.694 dollars en 2024, selon les derniers chiffres de la Banque mondiale, soit douze fois moins que les 32.487 dollars du Japon et vingt fois moins que les 56.103 dollars de l'Allemagne. Plus d'un quart des habitants de l'Inde ont entre 10 et 26 ans, selon les données gouvernementales, mais le taux de chômage des jeunes diplômés reste très élevé. Le Premier ministre Narendra Modi a annoncé des allègements fiscaux et des réformes du droit du travail après que la croissance économique a atteint un plus bas en quatre ans, au cours de l'exercice annuel clos le 31 mars. La roupie indienne a atteint un niveau historiquement bas face au dollar début décembre — après avoir chuté d'environ 5% en 2025 — en raison des notament inquiétudes persistantes liées à l'absence

PORTÉE PAR LES PUCES MÉMOIRE ET L'AUTOMOBILE

La Corée du Sud a battu son record d'exportations en 2025

Les exportations de semi-conducteurs, en hausse de 20% en un an, expliquent en partie cette croissance de l'export sud-coréen. Les exportations de la péninsule ont pour la première fois dépassé le seuil des 700 milliards de dollars. La Corée du Sud a battu en 2025 son record historique d'exportations, malgré une grave crise politique interne et la pression des droits de douane américains qui ont pesé sur une partie de son économie, selon des statistiques officielles publiées jeudi 1er janvier.

Portées par les semi-conducteurs, les exportations sud-coréennes ont dépassé le seuil des 700 milliards de dollars pour la première fois depuis que les statistiques ont commencé à être publiées en 1948, selon des chiffres du ministère de l'Industrie et du Commerce. La quatrième économie d'Asie Cette dynamique s'explique en partie par l'engouement mondial pour l'intelligence artificielle et notamment les puces mémoire, utilisées dans les centres de données. Les exportations du secteur sud-coréen des

semi-conducteurs ont ainsi atteint les 173,4 milliards de dollars l'année dernière, soit un niveau record, en hausse de plus de 20% par rapport à 2024 selon Séoul. La Corée du Sud compte en effet des acteurs majeurs dans le domaine de l'IA: le géant Samsung Electronics est un des principaux fabricants de puces mémoire du monde, qui fournit des composants cruciaux pour le secteur, quand SK hynix se démarque aussi comme un des autres grands noms des semi-conducteurs. Les exportations de véhi-

cules ont également atteint un niveau élevé, à 72 milliards de dollars, un record en dépit de l'offensive douanière du président américain Donald Trump. La quatrième économie d'Asie, l'un des plus importants partenaires commerciaux de Washington, avait été initialement ciblée par des droits de douane additionnels de 25%, avant de les voir décroître à 15% pour l'ensemble des marchandises au terme d'un accord. Une taxe de 50% s'applique toutefois sur l'acier ou encore sur l'aluminium sud-coréen.

POUR REMBOURSER LES DETTES DE L'ARGENTINE

Javier Milei promulgue une loi

Afin de financer les échéances de dettes de l'Argentine en 2026, Javier Milei a promulgué une loi visant à encourager les dépôts de dollars en banque. L'épargne en monnaie américaine des Argentins représente environ 251 milliards de dollars, soit six fois plus que les réserves brutes de la Banque centrale. Le président ultralibéral argentin Javier Milei a promulgué vendredi une loi pour libérer les "bas de laine" des Argentins en encourageant les dépôts en banques, alors que le pays doit faire face en 2026 à des échéances de dettes, sur fond de réserves de change chroniquement faibles. Les Argentins, marqués par des crises économiques et financières successives, se méfient des banques et de leur propre monnaie, le peso, et ont de longue date tendance à épargner en dollars, devise refuge qu'ils conservent en espèces. Ces "dollars sous le matelas", comme les appellent les Argentins, totalisent

quelque 251 milliards de dollars, selon des estimations de l'Institut de la statistique. Soit six fois plus que les réserves brutes de la Banque centrale, qui étaient au 30 décembre de 41 milliards de dollars, selon les données officielles de la Banque.

Plus de 19 milliards de dollars d'échéance de dette

La loi dite "de présomption d'innocence fiscale" publiée vendredi au Journal officiel relève le plafond (environ 70.000 dollars par an) sur les dépôts exempts de justification sur l'origine des fonds, réduit les délais de prescription pour délits financiers, et créé un nouveau régime fiscal allégeant les contrôles sur les variations de patrimoine. L'Argentine, principal débiteur du Fonds monétaire international (FMI) doit honorer en 2026 diverses échéances de remboursement de dette de plus de 19 milliards de dollars auprès de bailleurs, selon le Bureau du

budget, organe technique du parlement. En décembre, le FMI, avec lequel l'Argentine a signé en avril un programme d'aide de 20 milliards de dollars, a demandé au gouvernement de faire des "efforts" pour réapprovisionner les réserves internationales. En septembre dernier, peu de temps avant les élections de mi-mandat en Argentine, Washington est également intervenu en proposant une aide de 20 milliards de dollars à l'Argentine afin qu'elle finance sa dette et son économie. Fin octobre, les deux gouvernements finalisaient cet accord, visant à ce que les Etats-Unis achètent des titres de dette argentine et facilitent l'accès au dollar pour soutenir l'économie à la peine de son allié ultralibéral Javier Milei, qui a remercié Washington dans la foulée. L'opération passe par un accord avec la banque centrale argentine en vue de procéder à un échange de devises.

AGRICULTURE

Le gouvernement promet des mesures de soutien en janvier

Le premier ministre prévient toutefois qu'il faudra un budget pour les mettre en œuvre. «Le monde agricole ne peut pas attendre le mois de février pour la mise en œuvre de ces décisions.» Le gouvernement va prendre des mesures en faveur des agriculteurs «tout au long du mois de janvier», avec de premières annonces de la ministre de l'Agriculture Annie Genevard attendues dès dimanche, a rapporté vendredi 2 janvier l'entourage de Sébastien Lecornu. «De nombreuses mesures seront annoncées progressivement tout au long du mois de janvier. Certaines le seront dès ce dimanche par la ministre de l'Agriculture», indique la même source, sans détailler leur contenu. Le premier ministre prévient toutefois qu'il faudra un budget pour les mettre en œuvre. «Le monde agricole ne peut pas attendre le mois de février pour la mise en œuvre de ces décisions. C'est pourquoi il est nécessaire d'avancer rapidement sur les discussions» du projet de budget pour 2026, qui n'a pas pu être adopté dans les temps en 2025, souligne son entourage. Sébastien Lecornu doit recevoir les syndicats agricoles lundi (Jeunes agriculteurs et Coordination rurale) et mardi (FNSEA et Confédération paysanne), après en avoir fait autant en décembre et mené «un travail conséquent» avec ses équipes depuis, précise son entourage. Les syndicats, divisés entre eux, avaient alors jugé «insuffisantes» les promesses faites, attendant une vision pour l'agriculture, une meilleure gestion de la crise sanitaire et climatique, et une défense plus ferme de la France face à la concurrence internationale.

ROYAUME-UNI

Hausse de la part du gaz dans la production d'électricité en 2025

La part d'électricité produite à partir du gaz naturel a connu une hausse de 5% l'an dernier au Royaume-Uni, selon une étude publiée vendredi par un média spécialisé. Dans le détail, les énergies renouvelables, qui ont fourni 47% de l'électricité au Royaume-Uni l'an dernier, deux points de plus qu'en 2024, sont suivies du gaz (28%), du nucléaire (11%) et des importations (10%). "Le parc de centrales éoliennes, solaires et à biomasse du Royaume-Uni a établi de nouveaux records en 2025, mais la production à partir de gaz a tout de même augmenté de 5%", a indiqué le média Carbon Brief. La hausse du gaz s'explique surtout par l'arrêt de la production d'électricité à partir du charbon et par le fait que la production nucléaire a atteint son niveau le plus bas en un demi-siècle (la majeure partie de la flotte s'étant arrêtée pour rechargement en combustible ou maintenance), précise la même source. Le Royaume-Uni avait fermé, fin septembre 2024, sa dernière centrale à charbon, devenant le premier pays du G7 à mettre un terme à l'utilisation de ce combustible dans sa production d'électricité. Après des années de déclin, la demande d'électricité au Royaume-Uni a progressé l'an dernier pour la deuxième année consécutive. Une hausse de 1% "en raison du raccordement en plus grand nombre de véhicules électriques, de pompes à chaleur et de centres de données au réseau"

DANGER DANS LE CIEL

Starlink active son plan d'urgence orbital

Vous levez les yeux et tout a l'air calme. Là haut, c'est pourtant l'embouteillage. Starlink commence à bouger des milliers de satellites, comme si l'orbite basse venait d'allumer son voyant rouge.

Starlink va abaisser l'altitude d'environ 4 400 satellites, présentés comme une mesure de sécurité. L'annonce vient de Michael Nicolls, vice président de l'ingénierie Starlink, via un message publié sur X. Pour comprendre ce choix, il faut revenir à un détail que beaucoup oublie, l'orbite « bouge » aussi, car le Soleil change les règles du jeu.

Starlink descend à 480 km

L'opérateur veut faire passer ses satellites d'environ 550 km d'altitude à environ 480 km, sur l'année 2026. L'objectif affiché est simple, réduire le risque de collision en occupant une zone jugée moins encombrée, tout en accélérant la désorbitation si un incident survient. Nicolls cite aussi l'approche du minimum solaire, une phase du cycle du Soleil où l'activité baisse, ce qui réduit la densité de l'atmosphère en orbite basse. « Nous abaissons tous les satellites Starlink orbitant à environ 550 km vers 480 km [...] Abaisser l'altitude signifiera une réduction de plus de 80% du temps de décroissance balistique en période de minimum solaire, faisant passer ce délai de plus de 4 ans à quelques mois. »



Conséquence directe, à altitude égale, un satellite « mort » peut rester plus longtemps avant de retomber, faute de frottements suffisants. Starlink avance qu'en abaissant la constellation, le temps de décroissance balistique chuterait de plus de 80% pendant le minimum solaire, passant de plus de quatre ans à quelques mois.

Un aveu de saturation ?

Sur le papier, descendre paraît paradoxal, car « condenser » une constellation ressemble à l'inverse d'un désengorgement. Sauf que Starlink ne parle pas de densité locale, il parle de couloir orbital, et soutient qu'en dessous de 500 km il y a moins d'objets et moins de projets concurrents. C'est une façon

de déplacer le problème, loin de la zone la plus fréquentée, plutôt que de prétendre la fluidifier.

Le vrai sujet, c'est la panne, pas la manœuvre. Tant qu'un satellite répond, il peut éviter, corriger, freiner, mais s'il tombe en rade, il devient un déchet qui attend la gravité. Or, à 550 km, ce déchet peut traîner des années, et chaque année de trop augmente mécaniquement la probabilité d'un accident. Ce choix ressemble aussi à une manœuvre politique au bon sens du terme. Starlink sait que le débat sur les « débris spatiaux en orbite basse » et sur les manœuvres d'évitement va revenir, encore plus fort, à mesure que les méga constellations grossissent. En abaissant l'altitude, SpaceX se donne un argument facile à vendre aux régulateurs, celui d'une sortie plus rapide si ça casse. Reste une question qui fâche, si 480 km devient à son tour l'étage à la mode, l'embouteillage ne fait que changer de niveau. Et quand l'industrie explique qu'elle « sécurise », elle admet surtout une chose, l'orbite basse n'a plus beaucoup de marge pour les erreurs. À force d'empiler des satellites, même les plans « sécurité » finissent par ressembler à des plans de survie.

MISSILES, DRONES ET CHATBOT :

l'Iran lance sa plateforme de vente en ligne d'armes payables en cryptos

Le Mindex, le centre d'exportation du ministère de la Défense, propose des missiles, des drones et des navires de guerre via un portail en ligne qui fournit un catalogue multilingue et un chatbot pour guider les acheteurs, tout en permettant le paiement en cryptomonnaies, en rials iraniens ou via des accords de troc.

L'Iran vend désormais ses armes à l'international en utilisant les cryptomonnaies pour contourner les sanctions occidentales. Le Mindex recense sur son site et par le menu des missiles balistiques, des drones Shahed, des navires de guerre de classe Shahid Soleimani et des systèmes de défense aérienne à courte portée. Et pompon sur la Garoonne, le portail permet aux acheteurs de négocier les contrats directement en ligne. Le site explique également les conditions d'usage des armes et les modalités de livraison, parfois avec une inspection sur place en Iran. Les rapports occidentaux et les documents de l'ONU indiquent que certains équipements ont servi à des groupes militants dans la région. Le portail fournit par ailleurs un support complet via chatbot et précise que les transactions respectent les conditions des sanctions locales et bien sûr, garantissent la livraison effective des armements.



L'Iran vend des armes en cryptomonnaies pour contourner les sanctions

Le Mindex vend ses armes en acceptant des paiements en cryptomonnaies, en rials iraniens ou via des accords de troc, ce qui permet aux gouvernements étrangers bloqués par les banques internationales de poursuivre leurs achats. Le centre propose missiles, drones et navires aux clients qui ne peuvent pas utiliser le système bancaire traditionnel, et le portail inclut toutes les informations sur les produits pour faciliter les transactions. Les sanctions américaines, européennes et britanniques bloquent la plupart des cir-

cuits financiers classiques, et le Trésor américain a déjà sanctionné des individus liés aux Gardiens de la révolution pour avoir transféré des centaines de millions de dollars hors du système bancaire officiel via des cryptomonnaies. Une véritable plateforme d'e-commerce, mais à l'échelle d'un pays. Le site indique également les systèmes de défense aérienne à courte portée, les roquettes et les missiles de croisière antinavires, et Mindex précise que les contrats incluent des conditions sur l'usage des armes « en cas de guerre avec un autre pays » que les acheteurs peuvent négocier. La

section « Foire aux questions » fournit des réponses sur les sanctions et assure que « compte tenu de la politique générale de la République islamique d'Iran en matière de contournement des sanctions, l'exécution du contrat ne pose aucun problème ». D'autres pays soumis à des sanctions exploitent les cryptomonnaies pour continuer leurs ventes militaires. Les États-Unis ont récemment ciblé des entités russes qui transféraient des armements via des actifs numériques afin de contourner les restrictions occidentales.

Le Mindex structure ses ventes avec un portail en ligne et un chatbot

Le Minndex fournit un portail multilingue complet qui relie catalogue, négociation et support client. Le site répertorie tous les systèmes disponibles, permet de consulter les descriptions techniques et fournit un chatbot pour répondre aux questions. Les acheteurs peuvent inspecter les produits sur place en Iran, sous réserve de l'autorisation des autorités de sécurité, et le portail fonctionne sur un service cloud iranien sous sanctions américaines, identifié par Washington comme lié aux services de renseignement du pays. Le centre entretient des relations commerciales avec 35 pays et met toutes les informations sur le cata-

logue à disposition de ses partenaires. Le site indique les options de paiement, incluant cryptomonnaies, rials et paiements locaux, et ces outils facilitent les transactions tout en réduisant les frictions liées aux sanctions. Le portail combine description détaillée des produits, négociation directe et paiement sécurisé, ce qui transforme la vente d'armes en une opération structurée et accessible. Enfin, le Mindex fournit également des informations sur la livraison et propose des options d'inspection physique, ce qui permet aux acheteurs de sécuriser leurs transactions et de suivre leurs commandes. En combinant catalogue, chatbot et cryptomonnaies, le centre crée un système de vente moderne et adapté aux contraintes financières internationales. Si l'on défile la carte du monde des exportations d'armes, selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), l'Iran a exporté pour environ 0,4% des armes dans le monde entre 2020 et 2024, ce qui le place 18^e exportateur mondial, derrière la Norvège et l'Australie. Les États-Unis dominent le marché avec 43% des exportations mondiales et la France arrive deuxième avec 9,6%. Enfin, en 2024, les ventes d'armes iraniennes représentaient environ 2,2 milliards de dollars selon le même rapport.

DS N°7 : une apparition furtive qui confirme déjà beaucoup de choses

Aperçu furtivement dans une vidéo publiée par Thierry Metroz, le futur DS N°7 s'est montré sans véritable annonce officielle. Une apparition discrète, mais loin d'être anodine, qui vient confirmer les lignes et les choix techniques déjà révélés ces dernières semaines. Remplaçant stratégique du DS 7, ce SUV jouera un rôle central dans la gamme DS à partir de 2026, tant sur le plan du design que des motorisations et du positionnement face aux références premium du segment.

Ce n'est pas une révélation officielle. Pourtant, en apparaissant brièvement dans deux vidéos publiées sur les réseaux sociaux par Thierry Metroz, directeur du style de la marque, et Xavier Peugeot, patron de DS, le futur DS N°7 a confirmé, presque sans le vouloir, l'essentiel de ce que l'on savait déjà. Des séquences courtes, 100 % virtuelles, mais suffisantes pour valider les lignes générales du SUV appelé à remplacer le DS 7 à partir de 2026. Cette apparition vient confirmer les informations déjà publiées sur notre site en décembre dernier, lorsque des vues techniques en 3D en fuite sur le net nous avaient permis de vous dévoiler les lignes définitives du modèle. Ces nouvelles vidéos ne sont donc pas tant une surprise qu'une confirmation : le DS N°7 est désormais figé dans son design, et semble prêt à entrer dans sa phase finale de développement.

Un style désormais clairement assumé

À travers ces plans furtifs, on reconnaît sans peine le nouveau langage formel inauguré par la DS N°8. Le DS N°7 adopte des lignes plus tendues, des surfaces plus lisses et une silhouette nettement plus statutaire que celle du DS 7 lancé en 2017. Terminées les rondeurs, la face avant, plus verticale, fait la part belle à une calandre lumineuse et à des projecteurs aux contours acérés, tandis que le



capot semble davantage coiffer les ailes avant. Si le SUV partage de nombreux éléments avec la N°8 (capot, ailes, optiques) il ne s'agit pas pour autant d'un simple copier-coller. La poupe a été spécifiquement retravaillée, avec des feux positionnés plus haut et un bas de hayon redessiné afin de mieux équilibrer les volumes. Plus haut sur pattes et plus massif, le DS N°7 se distingue clairement de la silhouette fastback de la N°8, pensée avant tout pour l'aérodynamique.

Une base technique commune, une identité propre

Comme attendu, le DS N°7 reposera sur la plate-forme STLA Medium du groupe Stellantis, qu'il partagera avec plusieurs modèles clés, dont les Peugeot 3008 et 5008 ou le Citroën C5 Aircross. La production est prévue en Italie, dans l'usine de Melfi, aux côtés de la DS N°8, du Jeep Compass et de la future Lancia Gamma. Cette base multi-énergies permettra au

SUV de couvrir un large spectre de motorisations. Le DS N°7 sera proposé en hybride léger de 145 ch, en hybride rechargeable de 195 ch, mais aussi en 100 % électrique. En version électrique, plusieurs configurations sont attendues, avec des puissances allant de 230 à 350 ch et des batteries de 74 à 97,2 kWh selon les versions. Un choix stratégique, destiné à répondre à un marché encore loin d'être uniformément converti à l'électrique.

Un modèle central pour l'avenir de DS

Si cette apparition discrète suscite autant d'attention, c'est parce que le DS N°7 n'est pas un modèle comme les autres. Plus encore que la N°8, vitrine technologique et stylistique, ce SUV devra porter les volumes de la marque premium française et affronter des références bien installées du segment. On pense notamment aux Audi Q5, BMW X3 ou Mercedes GLC. En laissant filtrer le véhicule à travers ces vidéos presque voulues comme "non officielles", DS Automobiles entretient habilement l'attente sans en dire trop. Mais une chose est désormais claire : le DS N°7 ne sera ni un simple restylage, ni une déclinaison de la N°8. Il incarne une étape clé dans la reconstruction de la gamme DS, et probablement l'un des modèles les plus déterminants de la marque à l'horizon 2026.

Porsche devenu trop gros ? La marque se retrouve 30 ans en arrière, et face à un nouveau dilemme

De la quasi-faillite des années 90 au triomphe insolent porté par le Cayenne, Porsche a vécu une ascension fulgurante, franchissant le cap des 300 000 ventes annuelles. Mais aujourd'hui, la machine s'enraye : chute brutale des marges, ralentissement du marché chinois et transition électrique laborieuse fragilisent le géant de Stuttgart. Face à des coûts fixes devenus colossaux, la marque aurait lancé un plan d'austérité drastique pour réduire sa structure. Analyse d'un constructeur contraint de dégraisser pour ne pas perdre pied. « Si nous construisons un véhicule tout-terrain conforme à nos critères de qualité et qu'il arbore un écusson Porsche à l'avant, il se vendra », disait Ferry Porsche en 1989. Le designer de la 356 avait vu juste : en grave crise à la fin des années 90, Porsche se relance avec un modèle inédit pour la marque : le Cayenne. Qui prenait lui-même le relai d'un Boxster déjà salvateur (en grande partie rendu possible par Toyota, qui envoya ses ingénieurs en Allemagne pour sauver Porsche de la chute !) La

suite, on la connaît. Porsche dépasse les 200 000 ventes annuelles dans le courant des années 2010 avec une croissance insolente et une marge opérationnelle à faire rêver n'importe quel constructeur. Plus tard, Porsche passe les 300 000 ventes mondiales dans l'année. Porsche n'est plus un petit constructeur, celui qui vendait difficilement ses 25 000 voitures par an dans les années 90 avant l'arrivée du Boxster. Mais Porsche est-il devenu trop gros ?

Un besoin de dégraisser pour Porsche ?

Toute la difficulté pour une entreprise en forte croissance sur une période assez longue est de savoir « où s'arrêter ». Car le « too big to fail » cher aux Américains n'est pas valable pour une société privée comme Porsche. A trop grossir, on s'expose à des vents contraires de plus en plus violents en cas de période de récession, comme le vit actuellement Porsche. Marché chinois qui se referme, ventes aux Etats-Unis plus moins dynamiques pour cause de droits de douane en hausse à cause de Donald



Trump, Porsche retombe-t-il 25 ans en arrière ? Pas à ce point, fort heureusement. Mais la chute des marges chez Porsche interroge. Le dernier résultat financier pose question : sur les 9 premiers mois de l'année, la marge opérationnelle sur les ventes est tombée à 0,2 % (14,1 % l'an dernier). La marge sur la division automobile entière (financement compris) arrive à 11,9 % quand elle était de 23 % l'an dernier. Il n'y a pas péril en la demeure mais Porsche doit rapidement

trouver des solutions pour stopper l'hémorragie.

42 000 employés chez Porsche

En l'espace d'une décennie, Porsche est passé de 25 000 à plus de 42 000 salariés. Et cela pèse forcément sur un constructeur qui plafonne. La marque doit en plus remettre la main à la poche pour relancer le développement de modèles thermiques alors que l'électrique ne prend pas comme prévu. Alors quel avenir

à moyen terme pour Porsche ? Le plan « Structure Package II » a été lancé en interne. Il prévoit notamment la fin des bonus généreux chaque année et des augmentations automatiques, la réduction des effectifs « cols blancs », le durcissement sur le télétravail ou encore la fin des pauses « bonus » pour les ouvriers sur les lignes d'assemblage. Autant dire que le nouveau PDG de Porsche, Michael Leiters, ne devrait pas s'ennuyer en 2026.

Mots fléchés

Panneaux mobiles		Tables pour artisans		Décortiquèrent		Déplacements d'air		Jeu de société		Comité sportif		Fleuve allemand	
Factice				Peuples de l'Arctique						Piquaient		Monotones	
								Drogue					
								Oiseaux					
Séjour du bétail		Recueil d'anecdotes				Idées							
						Fils de Zilpa							
											Solipède		Fils d'Anchise
Partie interdite aux laïcs		Allégresse Pour l'Algérie française							Bar				
							Adorai		Petit de l'âne				
									Béryllium				
Fatiguera								Cerveoise					
Verso								Ultime					
			Succédané	Évêché normand		Notion					Pronom personnel		
						Les espagnols et les portugais					Fleuve du Congo		
Dégradation		Considération							Déshabillée				Passent bien sur le petit écran
					Café				Essai				
									Flânée				
Dommage	Agrandirent	Calme								Ripostes		Dedans	
		Lutécium											
					Pas beaucoup		Chimérique						
Enduit				Tranquille							Négation		
Geste de scout				Rapière							Lieux		
		Poissons						Petit conservateur				Prénom féminin	
		Lieu de fouilles						Étonnées					
Ruthénium			Plutonium			Article			Lieu d'enseignement				
Accepté			Conjointe										
					Roi de Jarry					Possessif			
					Arbrisseau du Brésil					Belle-fille			
Adresse		Chagrina						Sarclai					
		Infanterie territoriale						Anneau de cordage					
				Espace de terre contenu entre deux coteaux		Brave						Cheveu	
Autoclave						Ville basque					Entre amis		
						Secteur radial					Héros de Brecht		
Attachasses un cheval		Couronnements							Fulgine				
										Égouttoirs			

PÉTROLE
Le Brent à 60, 75 dollars le baril

Les cours du pétrole ont légèrement reculé samedi. Le Brent s'est établi à 60,75 dollars le baril, enregistrant une baisse de 0,16%, tandis que le baril de WTI (West Texas Intermediate) s'est situé à 57,32 dollars, en retrait de 0,17%. Cette légère baisse reflète la volatilité persistante des marchés énergétiques en ce début d'année.



VENEZUELA

Le Président Maduro arrêté par les forces américaines

Le Président vénézuélien, Nicolas Maduro, a été arrêté et transféré avec son épouse en dehors du Venezuela, par les forces américaines, ont rapporté des médias, citant le Président américain, Donald Trump. Le Président Trump a déclaré que les forces américaines avaient arrêté le président Maduro, après avoir lancé une "attaque de grande envergure" sur le Venezuela. De fortes explosions accompagnées de survols d'avions ont été signalées tôt le matin du samedi à Caracas, ont rapporté des médias locaux. Sur les réseaux sociaux circulent des images de grands incendies avec des colonnes de fumée, notamment dans le sud et l'est de la capitale Caracas. Des bruits d'explosion continuaient à être entendus durant plusieurs heures, alors que le courant d'électricité était coupé dans certains secteurs de la ville.

SUISSE

Premiers corps identifiés après l'incendie meurtrier dans une station de ski

Les premiers corps des victimes de l'incendie survenue dans la station de ski de Crans-Montana (Suisse) la nuit du nouvel an ont été identifiés par la police qui poursuivait samedi le travail d'identification et de recherche des causes du drame qui a fait 40 morts. Les corps de deux Suissesses âgées de 21 et 16 ans et de deux Suisses de 18 et 16 ans ont été remis à leurs familles, a indiqué la police du canton du Valais, dans le sud-ouest de la Suisse. Vendredi, la même source avait annoncé que 113 des 119 blessés parmi lesquels 71 Suisses, 14 Français, 11 Italiens, quatre Serbes, mais aussi un Bosnien, un Belge, un Luxembourgeois, un Polonais et un Portugais avaient pu être formellement identifiés. Alors que l'identification devrait durer plusieurs jours, selon les autorités, des dossiers ante mortem pour les disparus ont été ouverts en lien avec plusieurs pays parmi lesquelles la Belgique, la France, l'Italie, le Portugal, les Philippines, la Roumanie, la Serbie et la Turquie. L'incendie s'est déclaré dans la nuit de jeudi dans une station de ski de Crans-Montana, fréquenté par des touristes parmi lesquels de nombreux jeunes venus célébrer le nouvel an, selon les autorités cantonales.

PROTECTION CIVILE

Plus de 5 200 interventions enregistrées en 48 heures

Les unités de la Protection civile ont effectué 5 205 interventions à travers le territoire national durant la période allant du 1er au 3 janvier 2026, arrêtée à 08h00, soit une moyenne d'une intervention toutes les 33 secondes, a indiqué un bilan officiel rendu public hier. Ces interventions concernent principalement des évacuations sanitaires, des accidents de la circulation, des incendies, des accidents domestiques ainsi que divers dispositifs de sécurité. Le bilan fait état de 3 539 évacuations sanitaires et de 334 opérations diverses. Au cours de cette période, les services de la Protection civile sont intervenus dans 323 accidents de la circulation survenus dans plusieurs wilayas, ayant causé la mort de sept personnes sur les lieux des accidents et des blessures à 416 autres. Les victimes ont été prises en charge sur place avant d'être évacuées vers les structures sanitaires locales. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Batna, où deux femmes ont trouvé la mort et trois autres personnes ont été blessées après avoir été percutées par un véhicule léger à la cité Echefat, dans la commune et

daïra d'Aïn Touta. La Protection civile a également porté assistance à 49 personnes incommodées par le monoxyde de carbone (CO), émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-eau à l'intérieur de domiciles, dans plusieurs wilayas, notamment Aïn Defla, Alger, Laghouat, Tlemcen, Saïda, Médéa et Constantine. Les victimes ont été secourues sur place et évacuées vers les établissements de santé dans un état jugé satisfaisant. Cependant, trois décès ont été enregistrés à la suite d'intoxications au monoxyde de carbone. À Skikda, un jeune homme de 18 ans est décédé après l'inhalation de gaz émanant d'une taboune à l'intérieur de son domicile à la cité 20 Août, commune de Beni Bachir (daïra de Ramdane Djamel). À Mila, un homme de 39 ans a succombé dans des circonstances similaires à la cité Settara. À Constantine, un homme de 59 ans est décédé suite à l'inhalation de monoxyde de carbone provenant d'un appareil de chauffage dans son domicile à la cité Massinissa, commune d'El Khroub. Les dépouilles ont été évacuées vers les structures sanitaires locales. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour l'extinc-

tion de sept incendies urbains et divers enregistrés dans les wilayas d'Alger (2), Djelfa, Timimoun, Batna, Boumerdès et Blida. Ces sinistres ont causé des blessures et brûlures à six personnes. À Batna, quatre personnes ont souffert de difficultés respiratoires après un incendie survenu dans une habitation de type R+1 à la cité Ennasr. À Djelfa, deux personnes ont été brûlées à la suite d'un incendie accompagné de l'explosion de bidons d'essence à l'intérieur d'une cuisine, au centre-ville de la commune de Sed Errehal (daïra de Messad). Les victimes ont été prises en charge sur place puis évacuées vers les centres de santé locaux. L'intervention rapide des secours a permis de circonscrire les flammes et dévier leur propagation. À Alger, les secours sont également intervenus suite à une fuite de gaz de ville suivie d'une explosion dans une habitation de type R+3 au lieu-dit Houch Youcef, commune de Draria. L'incident a causé des brûlures du deuxième degré à deux personnes, traitées sur place puis évacuées vers l'hôpital des grands brûlés de Zéralda.

EDUCATION

Journée de formation au profit des secrétaires généraux des directions de l'éducation

Une journée de formation au profit des secrétaires généraux des directions de l'éducation des wilayas a été organisée samedi à Blida sous la supervision du ministre de l'Education nationale, Mohamed Seghir Sadaoui. Dans son allocution, M. Sadaoui a souligné que cette journée de formation s'inscrit dans le cadre de la politique adoptée par le ministère, visant à renforcer les compétences des secrétaires généraux et à consolider leur rôle dans la gestion administrative, financière et numérique, du fait qu'ils constituent "un maillon central dans la coordination du travail administratif, la continuité et la qualité du service public, et la réalisation des objectifs stratégiques". Il a ajouté que cette rencontre se tient dans le cadre d'une série d'opérations que le ministère mène, dont le concours de recrutement qui "nécessite beaucoup d'engagement, de sérieux et d'efficacité" et "exige une grande mobilisation et une gestion rigoureuse des secrétaires généraux", a-t-il dit. La journée s'inscrit également dans le

cadre de l'orientation du secteur vers le renforcement de la formation de ses cadres afin de leur permettre de mieux saisir et exécuter les programmes du ministère, a précisé M. Sadaoui. Il s'agit également de "préparer les directions de l'éducation au niveau national à assumer la responsabilité de l'édification des établissements éducatifs et des unités sanitaires et sportives", a-t-il ajouté, mettant en avant les réalisations du secteur pour améliorer la qualité de l'enseignement à travers la création de trois établissements spécialisés en mathématiques qui seront suivis, à l'avenir, par l'ouverture d'autres établissements consacrés à d'autres matières. M. Sadaoui a souligné, à l'occasion, la volonté du ministère d'approfondir la formation des secrétaires généraux en leur fournissant les compétences professionnelles nécessaires pour leur permettre une meilleure maîtrise de la gestion administrative, financière et pédagogique, et pour renforcer la relation de travail entre le secrétaire général et le directeur de l'éducation, ainsi qu'entre celui-ci et les différents services.

Rappelant les différentes missions confiées aux secrétaires généraux des directions de wilaya de l'éducation nationale, le ministre a exhorté ces derniers à se tenir informés de la situation de tous les fonctionnaires du secteur et à traiter leurs dossiers de manière "légale et efficace". Il a, dans ce contexte, estimé que "l'approfondissement de la formation aide à gérer les différents dossiers des fonctionnaires, y compris ceux inhérents à la situation de détachement sur laquelle travaille actuellement le ministère". A noter, la journée de formation qui est organisée à Centre national de formation des fonctionnaires du secteur de l'Education nationale (INFFSEN), devrait aboutir à des résultats pratiques reflétant le niveau d'interaction et de participation, et traduisant les objectifs fixés en résultats tangibles susceptibles de soutenir la performance des secrétaires généraux, d'améliorer les pratiques administratives et de renforcer la coordination et l'efficacité au sein des structures organisationnelles, selon les organisateurs.